

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2301

28 août 2015

SOMMAIRE

6922767 Holding Sàrl	110409	Fourteen Larch S.à r.l.	110405
Auluxelec S.à r.l.	110402	Franck Wilzius Ideas	110405
Baklux S.à r.l.	110417	Friederike MLP S.à r.l.	110402
Chiron US S.à r.l.	110441	German Care Services Enterprise S.à r.l.	110447
Chrysalead - Group S.à r.l.	110444	GRI Equinox GP	110406
Cloos & Kraus Participations S.à r.l.	110402	Griffon Capital S.A., SPF	110407
Compo Co-Invest S.à r.l.	110441	GSW Investments S.à r.l.	110441
EECF Beta Manager	110403	Guyan	110407
Elzara S.à r.l.	110405	Guyan	110406
Energy Ventures Investments SA	110404	Hamburg, Jungfernstieg 16-20 Beteiligung A S.à r.l.	110407
Erasorg S.à r.l.	110403	HF Cay Insight S.à r.l.	110446
ETABLISSEMENT Edmond ZIGRAND s.à r.l.	110403	INA Acquisition S.à r.l.	110409
European Optical Manufacturing S.à r.l.	110404	Intershipping S.A.	110408
Europe Partners Holdings S.à r.l.	110403	IPG Prime Logistics HoldCo S.à r.l.	110409
Faju Invest S.A.	110406	Itron Luxembourg	110408
Faju Invest S.A.	110406	ITW Delta Sàrl	110407
Fiduciaire GL Sàrl	110404	Kapellen S.à r.l.	110408
Financière Prooftag S.A.	110402	Lipanum Finance S.à r.l.	110430
Findus Intermediary Special Holdings S.à r.l.	110404	Luo Pan Management S.à r.l.	110410
Finmeccanica Finance S.A.	110410	Luxury Holding of Luxembourg S.à r.l.	110402
Flawless Corp. S.A., SPF	110403	Rore S.A.	110448
Forum TFI Investment S.à r.l.	110405	Team Protect Développement S.A.	110427
		Wallaby Participations S.A.	110440

Luxury Holding of Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 156.650.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015113332/9.

(150121873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Auluxelec S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4959 Bascharage, 29, Z.A. «Op Zaemer».

R.C.S. Luxembourg B 163.902.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 10.07.2015.

Référence de publication: 2015113964/10.

(150123019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Cloos & Kraus Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7759 Roost, 7759, ZAC Jauschwis.

R.C.S. Luxembourg B 177.711.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CLOOS & KRAUS PARTICIPATIONS S.à r.l.

Référence de publication: 2015114072/10.

(150123115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Financière Prooftag S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 137.284.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Domiciliataire

Référence de publication: 2015114268/11.

(150122500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Friederike MLP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 166.092.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2015.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2015114247/14.

(150123707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Europe Partners Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 137.741.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015114196/9.

(150122671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Flawless Corp. S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 169.041.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015114241/10.

(150122199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Erasorg S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 180.183.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015114216/10.

(150122170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

ETABLISSEMENT Edmond ZIGRAND s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 16-18, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 29.528.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Edmond Zigrand

Gérant

Référence de publication: 2015114218/12.

(150123404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

EECF Beta Manager, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 119.974.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Pour EECF Beta Manager

Représenté par M. Stéphane Hépineuze

Administrateur MidEuropa

Référence de publication: 2015114206/13.

(150123095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

European Optical Manufacturing S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 122.493.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015114230/10.

(150123445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Fiduciaire GL Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3510 Dudelange, 10, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 123.133.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange.

Carlo GOEDERT

Notaire

Référence de publication: 2015114264/12.

(150122668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Energy Ventures Investments SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 158.004.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 18 juin 2015**Première résolution*

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de nommer Présidente du Conseil d'Administration Madame MIN-GUET Françoise Dominique, née le 23 septembre 1965 à Liège, demeurant 4, Rue du Vieux Curé, B-6940 Durbuy.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'an 2019.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ENERGY VENTURES INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2015114212/15.

(150122802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Findus Intermediary Special Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 184.384.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 7 juillet 2015

En date du 7 juillet 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- D'accepter les démissions de Monsieur Sanjay K. Morey et de Monsieur James Hill de leur mandat de Gérant A ainsi que les démissions de Madame Elizabeth Timmer et de Monsieur Michael Verhulst de leur mandat de Gérant B, avec effet au 29 mai 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015114235/17.

(150122977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Forum TFI Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 179.549.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015114244/10.

(150122011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

FWI, Franck Wilzius Ideas, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5415 Canach, 37, rue Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 148.289.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015114246/10.

(150121967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Elzara S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9b, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 189.642.

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales du 6 juillet 2015 que la société BOSFIN S.A. avec siège social à 19 square Vergote, B-1200 Bruxelles, immatriculée auprès du RCB sous le numéro 602.549, a cédé 125 parts sociales de la société ELZARA S.à r.l. à M. Christos KOUPIS, demeurant à 45, Kiprou, Igoumenitsa, Grèce

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fons MANGEN

Gérant

Référence de publication: 2015114209/13.

(150123667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Fourteen Larch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 195.474.

Par résolutions signées en date du 8 juillet 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Sara Speed, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
2. Nomination de Jean-Philippe Fiorucci, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
3. Nomination de Luc Leroi, avec adresse professionnelle au 13 a, rue de Clairefontaine, L-8460 Eischen, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée
4. Acceptation de la démission de Yannick Poos, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérante, avec effet immédiat;
5. Acceptation de la démission de José Correia, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Référence de publication: 2015114245/21.

(150123417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Faju Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.
R.C.S. Luxembourg B 158.261.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015114251/10.

(150122751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Guyan, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 58.825.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2015114339/13.

(150123087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Faju Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.
R.C.S. Luxembourg B 158.261.

Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 30 juin 2015

L'assemblée prend bonne note que la société «Ralph Urfels PGmbH», Administrateur dûment représenté par Monsieur Ralf Urfels, ayant son siège social au 26, Bernard Willems Strasse, B-4780 Saint-Vith, a été renommée «Consulting, Invest, Trading & Technologies PGmbH» (C.I.T. & T. PGmbH) auprès du Moniteur Belge en date du 12 décembre 2013 sous le numéro 0452.188.660.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un administrateur

Référence de publication: 2015114250/15.

(150122750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

GRI Equinox GP, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 187.076.

Lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 29 juin 2015, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Alan Dundon, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant de classe B et membre du conseil de gérance, avec effet au 17 septembre 2014;
2. Acceptation de la démission de Fabrice Meeuwis, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant de classe B et membre du conseil de gérance, avec effet au 17 septembre 2014;
3. En conséquence, la fonction de Eleftherios Kapsogiorgos, avec adresse au 25, Old Burlington Street, W1 S3AN Londres, Royaume-Uni, a changé et est désormais gérant, avec effet au 17 septembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Référence de publication: 2015114331/16.

(150123462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Griffon Capital S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 191.040.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015114332/9.

(150122440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Hamburg, Jungfernstieg 16-20 Beteiligung A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 178.328.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Compliance Partners S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2015114340/11.

(150123179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

ITW Delta Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 193, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 104.441.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Monique Martins

Gérante

Référence de publication: 2015114433/12.

(150122413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Guyan, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 58.825.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 25 juin 2015:

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale renomme:

- Monsieur Axel Miller, avec adresse professionnelle au 150, Avenue Blücher, B- 1180 Bruxelles aux fonctions de gérant;
- Monsieur René SCHLIM, avec adresse professionnelle au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg aux fonctions de gérant;

- Monsieur Marc du Bois, demeurant à 5, Rue de Tombeek, B- 1331 Rosières aux fonctions de gérant.

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2018.

L'Assemblée Générale renomme comme commissaire aux comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG, société anonyme, 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2018.

Luxembourg.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2015114338/22.

(150123086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Intershipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 66.764.

Le bilan au 30 Septembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 Juillet 2015.

Référence de publication: 2015114423/10.

(150123138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Kapellen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 5.000.000,00.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 112.433.

EXTRAIT

En date du 22 Juin 2015, l'Associé unique a pris la résolution suivante:

- Monsieur Pietro Longo, avec adresse professionnelle au 55, Avenue de la Gare à L-1611 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet au 1^{er} Juillet 2015, et ce pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 22 Juin 2015.

Pour extrait conforme

Andreas Brückmann

Référence de publication: 2015114455/15.

(150123320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Itron Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 35.227.005,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 128.022.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Associé Unique en date du 3 Juillet que les démissions des mandats de gérants suivants ont été acceptées:

- Madame RANSQUIN Béatrice Geneviève M;

- Monsieur CHRISTENSEN Richard.

Il résulte de nommer en remplacement des gérants démissionnaires avec effet au 3 Juillet 2015 pour une durée indéterminée les gérants suivants:

- Monsieur François SOENEN, né le 6 Août 1975 à Gand (Belgique) ayant son adresse professionnelle au 292, boulevard de l'Humanité, B-1190 Bruxelles (Belgique)

- Monsieur Robert FARROW, né le 2 Juillet 1957 à Leigh-on-Sea au Royaume-Uni ayant son adresse professionnelle au Block 1000, Unit 1105, Citygate, Mahon, Cork, Ireland

Par conséquent le conseil de gérance est composé comme suit:

- Monsieur Harald CHARBON;

- Monsieur Joel VACH;

- Monsieur Alfred DAVIDTS;

- Monsieur Robert FARROW;

- Monsieur François SOENEN;

- Monsieur Kenneth R. HANNAHS.

Luxembourg, le 10 Juillet 2015.

Certifié sincère et conforme

Pour Itron Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2015114430/29.

(150123229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

6922767 Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.228.377.778,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 136.792.

—
Extrait des Résolutions de l'associé unique du 7 juillet 2015

L'associé unique de la Société, a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Joan Schweikart HOOPER en tant que gérant de classe A, et ce avec effet immédiat;
 - de nommer Geoff Kellogg, né le 26 octobre 1968 à Vancouver au Canada, résidant professionnellement au 4740 Agar Drive, Richmond, British Columbia, V7B 1A3 au Canada en tant que gérant de classe A, et ce avec effet immédiat.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Caroline De Grox

Mandataire

Référence de publication: 2015115097/17.

(150123694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

IPG Prime Logistics HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 13.000,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 203, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 172.968.

—
Extrait du procès-verbal des résolutions des Associés prises en date du 9 juillet 2015

L'Associé Unique de IPG Prime Logistics HoldCo S.à r.l. (la «Société») a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de:
 - * Monsieur Paul White en tant que gérant de la Société à partir du 9 juillet 2015;
 - De nommer:
 - * Monsieur Mark Sears, né à Delaware, Etats-Unis d'Amérique, le 11 août 1953, résidant professionnellement au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, en tant que gérant de la Société à partir du 9 juillet 2015 pour une durée illimitée.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2015.

IPG Prime Logistics HoldCo S.à r.l.

Référence de publication: 2015114429/18.

(150123705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

INA Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 175.254.

—
Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 09 juillet 2015

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société les décisions suivantes (traduction libre).

- d'accepter la démission des personnes suivantes:
 - * Kevin Fusco, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat;
 - * Yasemin Bulut, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société avec effet au 26 juin 2015;
 - de nommer les personnes suivantes avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:
 - * Michael Saulnier, né le 14 janvier 1980 à Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 375, Park Avenue, NY-10152 New York, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015114411/19.

(150123522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Finmeccanica Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 70.876.

Les statuts coordonnés au 29/06/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09/07/2015.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015114272/12.

(150122203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Luo Pan Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 198.309.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am zweiten Juli.

vor uns, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

Sind erschienen:

1) MG-Advisory GmbH, eine nach deutschem Recht gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in Deutschland, Auf dem Tripp 5, 61627 Neu Anspach, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Bad Homburg unter Nummer HRB 11571,

hier vertreten durch Caroline Egry, Privatangestellte, geschäftsansässig in Munsbach, Großherzogtum Luxemburg aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in Neu-Anspach, Deutschland, am 30.06.2015;

2) Golla Capital Advisors GmbH, eine nach deutschem Recht gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in Deutschland, Poststr. 2-4, 20354 Hamburg, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Hamburg unter Nummer HRB 125152,

hier vertreten durch Caroline Egry, vorgeannt, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in Hamburg, Deutschland, am 29. Juni 2015.

3) Winter Advisory GmbH, eine nach deutschem Recht gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in Deutschland, Gutzkowstrasse 43, 60594 Frankfurt am Main, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt am Main unter Nummer HRB 100544,

hier vertreten durch Caroline Egry vorgeannt, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in Frankfurt am Main, Deutschland, am 29.06.2015.

4) Herr Giovanni Romeo, geboren am 18.04.1967 in Düsseldorf, wohnhaft in Speldorfer Strasse 5, D-402349 Düsseldorf, hier vertreten durch Caroline Egry, vorgeannt, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in Düsseldorf, Deutschland, am 29.06.2015

gemeinsam „Gesellschafter A“

5) International Delton Consult Ltd., eine nach Hong Kong Recht gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in Hongkong, 8/F Hoptite Ind. Bldg., Block B, 3, Wang Tai Road, Kowloon Bay, eingetragen im Handelsregister des Companies Registry unter Nummer 960178,

hier vertreten durch Caroline Egry, vorgeannt, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in Zürich, Schweiz, am 27.06.2015

6) CrossCap GmbH, eine nach schweizerischen Recht gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Sitz in der Schweiz, Pfauengasse 7, 6370 Stans, eingetragen im Handelsregister des Kantons Nidwalden unter Nummer CHE-113.942.627,

hier vertreten durch Caroline Egry, vorgeannt, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in Stans, Schweiz, am 27.06.2015

gemeinsam „Gesellschafter B“

Nachdem die Vollmachten durch die Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar ne varietur unterzeichnet worden ist, sollen diese dieser Urkunde angehängt bleiben, um mit derselben eingetragen zu werden.

Solch erschienene Parteien haben den Notar ersucht, die Gründungsurkunde einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung aufzunehmen, welche sie gründen möchten und deren Satzung folgendermaßen lauten soll:

A. Firma - Dauer - Zweck - Eingetragener Sitz

Art. 1. Firma. Hierdurch besteht zwischen den derzeitigen Inhabern der Anteile und/oder jeder anderen Person, die künftig Gesellschafter sein wird, eine Gesellschaft in Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter der Bezeichnung „Luo Pan Management S.à r.l.“ (die "Gesellschaft").

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet. Sie kann jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

Art. 3. Zweck.

3.1. Zweck der Gesellschaft ist es, als Komplementärin, mithin als persönlich haftende Gesellschafterin und Geschäftsführerin der Luo Pan Asia S.C.S. SICAV-FIS („die Fondsgesellschaft“), einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital organisiert als spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé in der Form einer Kommanditgesellschaft (société en commandite simple- SCS) nach dem luxemburgischen Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und nach dem Gesetz über spezialisierte Investmentfonds vom 13. Februar 2007 in seiner jeweils gültigen Fassung, zu handeln.

3.2. Die Gesellschaft hat die ihr nach dem Gesetz von 1915 zustehenden Rechte und Pflichten und darf sonst alle Aktivitäten ausführen, die direkt oder indirekt zur Erreichung und zur Förderung des Gesellschaftszwecks nützlich oder dienlich sind.

Art. 4. Sitz.

4.1. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Schuttrange, Großherzogtum Luxemburg.

4.2. Innerhalb derselben Gemeinde kann der eingetragene Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführerrats verlegt werden.

4.3. Er kann durch Beschluss der Generalversammlung in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

4.4. Sollte der Geschäftsführerrat feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz oder die Kommunikation zwischen ihrem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen können, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur vollständigen Normalisierung der Verhältnisse ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche trotz einer vorübergehenden Verlegung ihres Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

4.5. Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Geschäftsführerrats errichtet werden.

B. Stammkapital - Geschäftsanteile - Gesellschafterverzeichnis - Eigentum an und Übertragung von Geschäftsanteilen

Art. 5. Stammkapital.

5.1. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) bestehend aus sechstausenddreihundertfünfundsiebzig (6.375) Geschäftsanteilen der Kategorie A und sechstausendeinhundertfünfundzwanzig (6.125) Geschäftsanteilen der Kategorie B mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1) pro Geschäftsanteil, von welchen Geschäftsanteilen jeder die in dieser Satzung aufgeführten Rechte und Pflichten vermittelt.

5.2. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann das Stammkapital der Gesellschaft durch einen Beschluss der Generalversammlung, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist, erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 6. Geschäftsanteile.

6.1. Das Stammkapital der Gesellschaft ist in Geschäftsanteile mit jeweils demselben Nominalwert aufgeteilt.

6.2. Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei die Anzahl der Gesellschafter auf vierzig (40) beschränkt ist, sofern sich nicht aus dem Gesetz etwas anderes ergibt.

6.3. Das Recht eines Gesellschafters auf das Vermögen und die Gewinne der Gesellschaft ist grundsätzlich proportional zu der Anzahl der von ihm im Stammkapital der Gesellschaft gehaltenen Geschäftsanteile.

6.4. Durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs oder ein anderes ähnliches Ereignis betreffend den alleinigen Gesellschafter, falls anwendbar, oder jeden anderen Gesellschafter soll die Gesellschaft nicht aufgelöst werden.

6.5. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile zurückkaufen oder zurücknehmen, vorausgesetzt, die zurückgekauften oder zurückgenommenen Geschäftsanteile werden sofort gelöscht und das Stammkapital entsprechend herabgesetzt.

6.6. Die Geschäftsanteile der Gesellschaft werden in eingetragener Form ausgegeben.

Art. 7. Gesellschafterverzeichnis.

7.1. Am eingetragenen Sitz der Gesellschaft wird ein Gesellschafterverzeichnis aufbewahrt, wo es durch jeden Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Gesellschafterverzeichnis enthält insbesondere den Namen jedes Gesellschafters, seinen Wohnsitz oder eingetragenen Sitz oder Hauptsitz, die Anzahl der von diesem Gesellschafter gehaltenen Geschäftsanteile, jede Übertragung von Geschäftsanteilen, das Datum der Mitteilung einer solchen Übertragung an die Gesellschaft oder das Datum des Einverständnisses der Gesellschaft zu einer solchen Übertragung entsprechend dieser Satzung sowie jedes über Geschäftsanteile gewährte Sicherungsrecht.

7.2. Jeder Gesellschafter wird der Gesellschaft durch Einschreiben seine Adresse und jede diesbezügliche Änderung mitteilen. Die Gesellschaft kann sich auf die zuletzt von ihr erhaltene Adresse eines Gesellschafters berufen.

Art. 8. Eigentum an und Übertragung von Geschäftsanteilen.

8.1. Der Beweis des Eigentums an Geschäftsanteilen kann aufgrund der Eintragung eines Gesellschafters im Gesellschafterverzeichnis erbracht werden. Auf Ersuchen und auf Kosten eines Gesellschafters werden Zertifikate dieser Eintragungen je nach Lage des Falles vom Präsidenten des Geschäftsführerrats, von zwei beliebigen seiner Mitglieder oder vom alleinigen Geschäftsführer herausgegeben und unterzeichnet.

8.2. Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Geschäftsanteil an. Wenn ein Geschäftsanteil mehreren Personen gehört, müssen sie eine einzelne Person bezeichnen, welche im Verhältnis zur Gesellschaft als Alleineigentümer des Geschäftsanteils angesehen werden kann. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller mit einem im Eigentum mehrerer Personen stehenden Geschäftsanteil verbundenen Rechte auszusetzen bis ein einziger Eigentümer bezeichnet worden ist.

8.3. Die Geschäftsanteile der Gesellschaft sind unter bestehenden Gesellschaftern frei übertragbar. Sie können unter Lebenden nur mit der Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter, die - einschließlich des Zedenten - insgesamt mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Stammkapitals repräsentieren, auf neue Gesellschafter übertragen werden. Soweit gesetzlich nicht anders vorgesehen, können die Geschäftsanteile von Todes wegen auf Nicht-Gesellschafter nur mit Einwilligung der Gesellschafter übertragen werden, die insgesamt mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) der Stimmrechte der überlebenden Gesellschafter repräsentieren.

8.4. Jede Übertragung von Geschäftsanteilen muss durch einen schriftlichen Übertragungsvertrag je nach Lage des Falles in privatschriftlicher oder notarieller Form dokumentiert werden, und eine solche Übertragung wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten durch die Mitteilung der Übertragung an die Gesellschaft oder das Einverständnis der Gesellschaft zur Übertragung wirksam, woraufhin jedes beliebige Mitglied des Geschäftsführerrats die Übertragung in das Gesellschafterverzeichnis eintragen kann.

8.5. Die Gesellschaft kann durch jeden einzelnen ihrer Geschäftsführer auch einer solchen Übertragung zustimmen und diese ins Gesellschafterverzeichnis eintragen, auf welche in einer Korrespondenz oder in einem beliebigen anderen Dokument Bezug genommen wird, aus welchem die Einigung des Zedenten und des Zessionars hervorgeht.

C. Generalversammlung

Art. 9. Befugnisse der Generalversammlung.

9.1. Die Gesellschafter üben ihre kollektiven Rechte in der Generalversammlung aus, welche eines der Organe der Gesellschaft bildet.

9.2. Wenn die Gesellschaft nur über einen einzelnen Gesellschafter verfügt, übt dieser die Befugnisse der Generalversammlung aus. In einem solchen Fall, soweit anwendbar und wo der Begriff "alleiniger Gesellschafter" nicht ausdrücklich in dieser Satzung erwähnt ist, soll ein in dieser Satzung genannter Verweis auf die "Generalversammlung" als Verweis auf den „alleinigen Gesellschafter" gelesen werden.

9.3. Die Generalversammlung hat die ihr durch Gesetz oder durch diese Satzung ausdrücklich verliehenen Befugnisse.

9.4. Im Falle mehrerer Gesellschafter und falls die Zahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, können, statt Generalversammlungen abzuhalten, die Gesellschafter unter den gesetzlichen Bedingungen auch durch schriftlichen Beschluss abstimmen. In diesem Fall sollen, soweit anwendbar, die Bestimmungen dieser Satzung betreffend Generalversammlungen hinsichtlich einer solchen Abstimmung durch schriftlichen Beschluss Anwendung finden.

Art. 10. Einberufung der Generalversammlung.

10.1. Die Generalversammlung kann jederzeit je nach Lage des Falles durch den Geschäftsführerrat, den/die satzungsmäßigen Buchprüfer, falls vorhanden, oder durch mindestens einen (1) Gesellschafter, der insgesamt mindestens neunundvierzig Prozent (49%) des Stammkapitals der Gesellschaft repräsentiert, einberufen werden, wobei die Versammlung an dem in der Ladung angegebenen Ort und Datum abgehalten wird.

10.2. Wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss eine jährliche Generalversammlung in der Gemeinde, in der sich der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet, oder an jedem anderen Ort wie er sich aus der Ladung ergibt, abgehalten werden. Die jährliche Generalversammlung muss innerhalb eines Zeitraums von sechs (6) Monaten nach Abschluss der Gesellschaftskonten einberufen werden.

10.3. Die Ladung zu jeder Generalversammlung muss die Tagesordnung, den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung enthalten und ist per Einschreiben mindestens acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Gesellschafter abzusenden.

10.4. Wenn an einer Generalversammlung alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie ordnungsgemäß über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann die Generalversammlung ohne vorherige Ladung abgehalten werden.

Art. 11. Abhalten von Generalversammlungen - Abstimmung durch schriftlichen Beschluss.

11.1. In jeder Generalversammlung soll ein Rat der Versammlung gebildet werden bestehend aus einem Präsidenten, einem Sekretär und einem Prüfer, von denen jeder einzelne durch die Generalversammlung ernannt wird und welche weder Gesellschafter noch Mitglieder der Geschäftsführung sein müssen. Der Rat der Versammlung soll insbesondere sicherstellen, dass die Versammlung gemäß den anwendbaren Regeln und speziell im Einklang mit den Regeln über Ladung, Mehrheitserfordernisse, Stimmauszählung und Vertretung von Gesellschaftern abgehalten wird.

11.2. In jeder Generalversammlung muss eine Anwesenheitsliste geführt werden.

11.3. Quorum und Stimmabgabe

11.3.1. Jeder Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

11.3.2. Sofern sich aus dem Gesetz oder aus dieser Satzung nicht etwas anderes ergibt, werden Gesellschafterbeschlüsse wirksam gefasst, wenn sie von mindestens zwei (2) Gesellschaftern angenommen werden, welche mindestens zweiundfünfzig Prozent (52%) des Stammkapitals der Gesellschaft repräsentieren.

11.4. Ein Gesellschafter kann an jeder beliebigen Generalversammlung teilnehmen, indem er eine andere Person, Gesellschafter oder nicht, durch ein unterzeichnetes Dokument, das auf dem Postweg, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch jedwedes andere Kommunikationsmittel übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt, wobei eine Kopie einer solchen Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Gesellschafter vertreten.

11.5. Es wird vermutet, dass ein Gesellschafter, der an einer Generalversammlung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, dass dieser Gesellschafter identifiziert werden kann und dass sich alle Personen, die an der Versammlung teilnehmen, gegenseitig durchgehend hören und sich effektiv an der Versammlung beteiligen können, für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit anwesend ist.

11.6. Der Geschäftsführerrat kann alle anderen Bedingungen bestimmen, die von den Gesellschaftern erfüllt werden müssen, damit sie an Generalversammlungen teilnehmen können.

Art. 12. Änderung der Satzung. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann diese Satzung durch einen Beschluss der Generalversammlung abgeändert werden, welcher von einer (i) Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die mindestens insgesamt fünfundsiebzig Prozent (75%) des Stammkapitals der Gesellschaft repräsentieren, gefasst wird.

Art. 13. Protokoll von Generalversammlungen.

13.1. Der Rat der Versammlung muss ein Protokoll der Versammlung aufnehmen, welches von seinen Mitgliedern sowie von jedem Gesellschafter, der das ersucht, unterzeichnet wird.

13.2. Der alleinige Gesellschafter, soweit anwendbar, muss ebenfalls ein Protokoll über die von ihm gefassten Beschlüsse aufnehmen und unterzeichnen.

13.3. Jede Kopie und jeder Auszug solcher originalen Protokolle, welche in Gerichtsverfahren verwendet werden sollen oder welche einem Dritten zugänglich gemacht werden sollen, müssen, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde aufgenommen wurde, von dem Notar, der die Originalurkunde aufgenommen hat, beglaubigt werden, oder müssen je nach Lage des Falles durch den Präsidenten des Geschäftsführerrats, durch zwei beliebige seiner Mitglieder oder durch den alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet werden.

D. Geschäftsführung

Art. 14. Befugnisse des Geschäftsführerrats.

14.1. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer verwaltet, die nicht zugleich Gesellschafter sein müssen. Im Falle von mehreren Geschäftsführern bilden diese einen Geschäftsführerrat, der das zur Geschäftsführung und Vertretung der Gesellschaft befugte Gesellschaftsorgan ist. Die Zusammensetzung des Geschäftsführerrats ist in Art. 16 dieser Satzung geregelt. Soweit anwendbar und wo der Begriff "alleiniger Geschäftsführer" nicht ausdrücklich in dieser Satzung erwähnt ist, soll ein in dieser Satzung genannter Verweis auf den "Geschäftsführerrat" als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer" gelesen werden.

14.2. Der Geschäftsführerrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch Gesetz oder durch diese Satzung den Gesellschaftern/dem Gesellschafter vorbehaltenen Handlungen.

14.3. Die Führung des Tagesgeschäfts der Gesellschaft, welche Geschäfte im Rahmen des üblichen Geschäftsbetriebs mit einem Maximalwert von 5.000 Euro umfassen soll, und die Vertretung innerhalb dieser Führung des Tagesgeschäfts können einem oder mehreren Geschäftsführern oder anderen Personen, ob sie Gesellschafter sind oder nicht, allein oder gemeinschaftlich übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und ihre Befugnisse (welche, zur Vermeidung von Missverständnissen, nicht die in Satz 1 dieses Artikels 14.3. definierten Grenzen überschreiten dürfen) werden durch Beschluss des Geschäftsführerrats festgesetzt. Alle anderen Geschäfte bedürfen der Unterschrift beider Geschäftsführer der Klasse A und B.

14.4. Die Gesellschaft kann notariell oder durch privatschriftliche Urkunde auch spezielle Vollmachten an jedwede Person erteilen, die alleine oder gemeinschaftlich mit anderen als Beauftragter der Gesellschaft handeln soll.

Art. 15. Zusammensetzung des Geschäftsführerrats. Der Geschäftsführerrat besteht aus mindestens drei (3) Mitgliedern, einem Geschäftsführer der Klasse A, einem Geschäftsführer der Klasse B und einem Geschäftsführer der Klasse C. Der Geschäftsführerrat muss aus seiner Mitte für jede Sitzung des Geschäftsführerrats einen Präsidenten des Geschäftsführerrats wählen. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der weder Gesellschafter noch Mitglied des Geschäftsführerrats sein muss.

Art. 16. Bestellung und Abberufung von Geschäftsführern und Ende der Amtszeit.

16.1. Der /Die Geschäftsführer der Klasse A werden aus einer durch den/die Inhaber der Geschäftsanteile der Kategorie A, und der/die Geschäftsführer der Klasse B werden aus einer durch den/die Inhaber der Geschäftsanteile der Kategorie B eingereichten Vorschlagsliste durch die Generalversammlung gewählt, welche deren Bezahlung und Amtszeit festlegt. Jeder Gesellschafter kann von seinem eigenen Geschäft unabhängige, in Luxemburg ansässige Personen als Geschäftsführer der Kategorie C vorschlagen, welche auf eine gesonderte Vorschlagsliste gesetzt werden, von der die Generalversammlung mindestens einen Kategorie C Geschäftsführer wählt.

16.2. Jeder Geschäftsführer kann bei Vorliegen eines wichtigen Grundes jederzeit fristlos durch die Generalversammlung abberufen werden. Insbesondere soll(en) der/die Inhaber einer bestimmten Kategorie von Geschäftsanteilen das Recht haben, einen Geschäftsführer abzurufen, der auf ihren Vorschlag hin ernannt wurde, und die übrigen Gesellschafter sollen einer solchen Abberufung zustimmen. Ein Geschäftsführer, der zugleich Gesellschafter ist, ist nicht von der Abstimmung über seine eigene Abberufung ausgeschlossen.

16.3. Jeder Geschäftsführer hat sein Amt weiter auszuüben bis sein Nachfolger gewählt wurde. Jeder Geschäftsführer kann auch für aufeinander folgende Zeiträume wiedergewählt werden.

Art. 17. Ladung zu Sitzungen des Geschäftsführerrats.

17.1. Der Geschäftsführerrat versammelt sich auf Einberufung durch zwei (2) seiner Mitglieder an dem in der Ladung zur Sitzung angegebenen Ort wie im nächsten Abschnitt beschrieben.

17.2. Die Mitglieder des Geschäftsführerrats müssen mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführerrats per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel schriftlich geladen werden, außer im Notfall, in welchem die Art und die Gründe des Notfalls in der Ladung zu bezeichnen sind. Eine Ladung ist nicht notwendig im Falle des schriftlichen und unterzeichneten Einverständnisses jedes Mitglieds des Geschäftsführerrats per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel, wobei eine Kopie dieses unterzeichneten schriftlichen Einverständnisses hinreichender Beweis dafür ist. Auch ist eine Ladung zu Sitzungen des Geschäftsführerrats nicht erforderlich, welche zu einer Zeit und an einem Ort stattfinden sollen wie in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführerrats bestimmt. Eine Ladung soll ferner dann nicht erforderlich sein, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführerrats anwesend oder vertreten sind, oder im Falle von schriftlichen Umlaufbeschlüssen gemäß dieser Satzung.

Art. 18. Verlauf von Sitzungen des Geschäftsführerrats.

18.1. Sitzungen des Geschäftsführerrats werden durch den Präsidenten des Geschäftsführerrats geleitet.

18.2. Quorum

Der Geschäftsführerrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn (i) mindestens die Mehrheit der Mitglieder des Geschäftsführerrats, und (ii) mindestens ein (1) Geschäftsführer der Klasse A, ein (1) Geschäftsführer der Klasse B und ein (1) Geschäftsführer der Klasse C in der Sitzung anwesend oder vertreten sind.

18.3. Abstimmung

Beschlüsse werden mit (i) der Mehrheit der Stimmen der an einer Sitzung des Geschäftsführerrats anwesenden oder vertretenen Mitglieder, und (ii) der Zustimmung mindestens beider Geschäftsführer der Klasse A und der Klasse B gefasst.

18.4. Ein Mitglied des Geschäftsführerrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführerrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführerrats schriftlich per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Jedes Mitglied des Geschäftsführerrats kann einen oder mehrere seiner Kollegen vertreten.

18.5. Es wird vermutet, dass ein Mitglied des Geschäftsführerrats, das an einer Sitzung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, dass dieses Mitglied identifiziert werden kann und dass sich alle Personen, die an der Sitzung teilnehmen, gegenseitig durchgehend hören und effektiv an der Sitzung teilnehmen können, für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit anwesend ist. Es wird vermutet, dass eine durch solche Kommunikationsmittel abgehaltene Sitzung am eingetragenen Sitz der Gesellschaft abgehalten wurde.

18.6. Der Geschäftsführerrat kann einstimmig schriftliche Beschlüsse fassen, welche dieselbe Wirkung haben wie in einer ordnungsgemäß geladenen und abgehaltenen Sitzung gefasste Beschlüsse. Solche schriftlichen Beschlüsse sind gefasst, wenn sie durch alle Mitglieder des Geschäftsführerrats auf einem einzigen Dokument oder auf verschiedenen Duplikaten datiert und unterzeichnet worden sind, wobei eine Kopie der Unterschrift, die per Post, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel gesendet wurde, hinreichender Beweis dafür ist. Das Dokument,

das alle Unterschriften enthält, oder die Gesamtheit aller Duplikate, je nach Lage des Falles, stellt das Schriftstück dar, welches das Fassen der Beschlüsse beweist, und das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum solcher Beschlüsse.

18.7. Jeder Geschäftsführer, der an einer Transaktion, die dem Geschäftsführerrat zur Entscheidung vorliegt, direkt oder indirekt ein vermögensrechtliches Interesse hat, welches mit dem Interesse der Gesellschaft in Konflikt steht, muss den Geschäftsführerrat über diesen Interessenkonflikt informieren, und seine Erklärung muss im Protokoll der betreffenden Sitzung aufgenommen werden. Der betreffende Geschäftsführer kann weder an der Beratung über die in Frage stehende Transaktion teilnehmen, noch darüber abstimmen. Wenn die Gesellschaft einen einzigen Geschäftsführer hat und dieser Geschäftsführer in einer zwischen ihm und der Gesellschaft geschlossenen Transaktion direkt oder indirekt ein vermögensrechtliches Interesse hat, welches mit dem Interesse der Gesellschaft in Konflikt steht, muss dieser Interessenskonflikt im Protokoll über die betreffende Transaktion aufgenommen werden. Dieser Artikel 18.7 ist nicht anwendbar auf laufende Geschäfte, die unter normalen Bedingungen geschlossen wurden.

Art. 19. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführerrats.

19.1. Der Sekretär oder, wenn ein solcher nicht ernannt worden ist, der Präsident, soll ein Protokoll über jede Sitzung des Geschäftsführerrats aufnehmen, welches vom Präsidenten und vom Sekretär, falls vorhanden, unterzeichnet wird.

19.2. Der alleinige Geschäftsführer, soweit anwendbar, soll über seine Beschlüsse ebenfalls ein Protokoll aufnehmen.

19.3. Jede Kopie und jeder Auszug solcher originalen Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren verwendet werden sollen oder die Dritten zugänglich gemacht werden sollen, sollen, je nach Lage des Falles, vom Präsidenten des Geschäftsführerrats, von zwei beliebigen seiner Mitglieder oder vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet werden.

Art. 20. Geschäfte mit Dritten. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft (i) durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers, oder (ii) durch die gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A, eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B sowie (1) eines Geschäftsführers der Kategorie C, oder (iii) durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift solcher Personen, denen die entsprechende Zeichnungsvollmacht durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A, einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie C oder durch den Geschäftsführerrat in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Artikel 18 dieser Satzung übertragen worden ist, wirksam verpflichtet. Die Gesellschaft wird gemäß den Regeln und in den Grenzen einer Übertragung der Führung des Tagesgeschäfts gegenüber Dritten durch die Unterschrift jedes/aller Beauftragten gebunden, dem/denen die Befugnis in Verbindung mit der Führung des Tagesgeschäfts allein oder gemeinschaftlich übertragen wurde.

E. Aufsicht

Art. 21. Satzungsmäßige(r) Buchprüfer - Unabhängige(r) Buchprüfer.

21.1. Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden ihre Geschäfte durch einen oder mehrere satzungsmäßigen Buchprüfer beaufsichtigt, welche Gesellschafter sind oder nicht.

21.2. Die Generalversammlung soll die Anzahl der satzungsmäßigen Buchprüfer bestimmen, sie ernennen und ihre Bezahlung und Amtszeit festlegen. Ein ehemaliger oder derzeitiger satzungsmäßiger Buchprüfer kann von der Generalversammlung wieder ernannt werden.

21.3. Jeder satzungsmäßige Buchprüfer kann jederzeit fristlos und ohne Grund von der Generalversammlung abberufen werden.

21.4. Die satzungsmäßigen Buchprüfer haben ein unbegrenztes Recht stetiger Aufsicht und Kontrolle über alle Geschäfte der Gesellschaft.

21.5. Die satzungsmäßigen Buchprüfer können durch einen Experten unterstützt werden, um die Bücher und Konten der Gesellschaft zu prüfen. Dieser Experte muss von der Gesellschaft genehmigt sein.

21.6. Im Falle einer Mehrheit satzungsmäßiger Buchprüfer bilden diese einen Rat satzungsmäßiger Buchprüfer, welcher aus seiner Mitte einen Präsidenten wählen muss. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der weder Gesellschafter noch satzungsmäßiger Buchprüfer sein muss. Betreffend die Ladung zu und das Abhalten von Sitzungen des Rats satzungsmäßiger Buchprüfer sollen die in diesem Satzung genannten Regeln betreffend die Ladung zu und das Abhalten von Sitzungen des Geschäftsführerrats anwendbar sein.

21.7. Wenn die Gesellschaft zwei (2) der drei (3) im ersten Absatz des Artikels 35 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen genannten Kriterien während des in Artikel 36 desselben Gesetzes genannten Zeitraums überschreitet, wird/werden der/die satzungsmäßigen Buchprüfer durch einen oder mehrere unabhängige Buchprüfer ersetzt, welcher/welche unter den Mitgliedern des Institut des réviseurs d'entreprises gewählt wird/werden und welcher/welche von der Generalversammlung ernannt wird/werden, die dessen/deren Amtszeit bestimmt.

F. Geschäftsjahr - Gewinne - Zwischendividenden

Art. 22. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar jedes Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 23. Gewinne.

23.1. Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung soll dann nicht mehr verpflichtend sein, sobald und solange die Gesamtsumme der Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Kapitals der Gesellschaft beträgt.

23.2. Die durch einen Gesellschafter an die Gesellschaft erbrachten Einlagen können ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden, wenn der einlegende Gesellschafter dieser Zuführung zustimmt.

23.3. Im Falle einer Herabsetzung des Kapitals kann die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft im Verhältnis herabgesetzt werden, so dass sie zehn Prozent (10%) des Kapitals nicht übersteigt.

23.4. Unter den gesetzlichen Bedingungen und auf Empfehlung durch den Geschäftsführerrat wird die Generalversammlung beschließen, wie der verbleibende Rest des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft gemäß dem Gesetz und diesem Satzung verwendet werden soll.

Art. 24. Zwischendividenden - Emissionsagio.

24.1. Der Geschäftsführerrat oder die Generalversammlung kann Zwischendividenden zahlen unter der Voraussetzung, dass (i) Zwischenkonten erstellt wurden, nach denen genügend Mittel verfügbar sind, (ii) der auszuschüttende Betrag nicht die Gesamtsumme der Gewinne übersteigt, die seit Abschluss des letzten Geschäftsjahres, für welches der Jahresabschluss genehmigt wurde, realisiert worden sind, einschließlich vorgetragener Gewinne und Summen, die aus zu diesem Zweck verfügbaren Rücklagen entnommen wurden, abzüglich vorgetragener Verluste und solcher Summen, die gemäß dem Gesetz oder diesem Satzung der Reserve zuzuführen sind, und (iii) der Buchprüfer der Gesellschaft, falls vorhanden, in seinem Bericht an den Geschäftsführerrat erklärt, dass die beiden erstgenannten Bedingungen erfüllt sind.

24.2. Das Emissionsagio, falls vorhanden, kann durch Gesellschafterbeschluss oder Beschluss der Geschäftsführer unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen betreffend die Unantastbarkeit des Kapitals und die gesetzliche Rücklage frei an den/die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, natürliche oder juristische Personen, ausgeführt, welche von der Generalversammlung ernannt werden, die die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Bezahlung der Liquidatoren bestimmt.

H. Anwendbares Recht

Art. 26. Anwendbares Recht. Die Satzung und ihre Auslegung und Interpretation unterliegen Luxemburger Recht. Alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten sollen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der geänderten Fassung bestimmt werden.

Übergangsbestimmungen

1) Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

2) Zwischendividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

MG-Advisory GmbH wie vorgenannt:	1.875 Anteile Kat. A
Golla Capital Advisors GmbH, wie vorgenannt:	1.875 Anteile Kat. A
Winter Advisory GmbH, wie vorgenannt:	1.875 Anteile Kat. A
Giovanni Romeo, wie vorgenannt:	750 Anteile Kat. A
International Delton Consult Ltd., wie vorgenannt:	4.594 Anteile Kat. B
CrossCap GmbH, wie vorgenannt:	1.531 Anteile Kat. B

Der Ausgabebetrag wurde vollständig in Geld eingezahlt, so dass die Summe von zwölf Tausend und fünf hundert Euro (12.500,- EUR) ab sofort der Gesellschaft zur Verfügung steht; ein entsprechender Nachweis wurde dem unterzeichneten Notar gegenüber erbracht.

Auslagen

Die Auslagen, Kosten, Vergütungen oder Belastungen welcher Art auch immer, die der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstanden sind oder die von der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung getragen werden sollen, werden auf EUR 1.500.- geschätzt.

Generalversammlung

Die Gründungsgesellschafter, welche das gesamte Stammkapital der Gesellschaft repräsentieren, haben sodann folgende Beschlüsse gefasst.

1) Die Zahl der Mitglieder des Geschäftsführerrats wird auf drei (3) festgesetzt.

2) Die folgenden Personen werden, mit Wirkung des Datums dieses Beschlusses und für unbestimmte Zeit, als Mitglieder des Geschäftsführerrats der Gesellschaft ernannt:

a) Mathias Giebken, geboren am (11.07.1963) in (Ochtrup, Deutschland), wohnhaft Auf dem Tripp 5, D-61267 Neu Anspach (Deutschland), Geschäftsführer der Kategorie A;

b) Dr. Stephan Schumacher, geboren am 23.04.1965 in Stuttgart (Deutschland), wohnhaft Obere Spichermatt 19, CH-6370 Stans, Geschäftsführer der Kategorie B;

c) Mario Warny, geboren am 22.09.1973 in St. Vith (Belgien), beruflich ansässig in 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, Geschäftsführer der Kategorie C;

3) Als Sitz der Gesellschaft wird folgende Adresse bestimmt: 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, an dem am Anfang dieses Dokuments genannten Tag aufgenommen.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen worden ist, hat der Bevollmächtigte diese originale Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: C. EGRY und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 6 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/20942. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 10. Juli 2015.

Référence de publication: 2015114528/396.

(150123028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Baklux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 198.317.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the 29th of June.

Before us Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Solter Capital Fundusz Inwestycyjny Zamkniety Aktywow Niepublicznych represented by the fund management company IPOPEMA Towarzystwo Funduszy Inwestycyjnych S.A. registered with its registered seat in Warsaw (Poland), 00-107 Warszawa, ul. Prozna 9, hereafter represented by Mrs Michèle SENSI-BERGAMI, residing professionally in Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal to him which will remain annexed with this deed.

Such appearing person, in the capacity in which he acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company:

Art. 1. Formation. There is formed a private limited liability company under the form of a private asset management company (“the Company”) organized under the laws of the Grand- Duchy of Luxembourg (“the Laws”) and by the present articles of association (“the Articles”).

The Company may be composed of one single shareholder or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

Art. 2. Name. The Company will exist under the name of “Baklux S.à r.l.”.

Art. 3. Registered office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred (i) to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the manager or in case of plurality of managers by the Board of Managers and (ii) to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Branches or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the manager or as the case may be by the Board of Managers.

In the event that, in the view of the manager or as the case may be the Board of Managers, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circum-

tances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, shall remain a company governed by the Laws. Such temporary measures shall be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be by the Board of Managers.

Art. 4. Object. The object of the company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies or foreign companies and all other forms of investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, as well as the management, control and development of such participations.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises in Luxembourg and abroad and may render them every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise.

The company can acquire and emphasize any patents, licenses, marks and the other rights being connected with these patents, licenses and marks or being able to complete them.

The company may lend or borrow with or without interests in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures, to different companies (subsidiaries or not).

The company may carry out any other securities, financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly connected with its objects and maintain a commercial establishment open to the public.

The company has as an aim the purchase, the sale, the setting in hiring, the administration and the development in some form that they are real estate goods located at the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, like all commercial deals or financial, real or movable which are attached to it directly or indirectly.

The company may in general take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it might deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The object of the company shall in addition be to receive payments and remunerations from the companies within the group, and to administer and manage such companies, to which it may, in particular, provide any strategic, administrative or commercial assistance.

Art. 5. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 6. Share capital. The share capital of the Company is fixed at fifteen thousand euros (15.000,-eur) represented by one hundred fifty (150) shares fully paid in with a nominal value of one hundred euros (100,-eur) each and such rights and obligations as set out in the Articles.

The share capital may be changed at any time by a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The Company can proceed to the repurchase of its own Shares by decisions of the manager or as the case may be by the Board of Managers subject to the availability of funds determined by the manager or as the case may be by the Board of Managers on the basis of relevant Interim Accounts.

Art. 7. Share premium and assimilated premiums. In addition to the share capital, a share premium account to which shall be transferred any premium paid on any share in addition to its nominal value as well as assimilated premiums accounts to the extent permitted by the Laws may be set up.

Amongst the assimilated premiums, the Board of Managers is authorized to collect the contributions in net equity not remunerated by shares from the existing shareholder(s) of the Company (“Capital Contribution”).

The allocation of the share premium and assimilated premiums accounts may, inter alia, be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses or to make distributions to the shareholder(s) or to allocate funds to the Legal Reserve.

Art. 8. Ownership of shares. The Company shall recognise only one holder per Share. In case a Share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case of a single shareholder, the shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in the respect of article 189 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies (as amended).

Art. 10. Incapacity, insolvency, bankruptcy of the shareholder(s). The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 11. Management. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves.

The manager(s) shall be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate, respectively they are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed managers as class A Manager and class B Manager.

If several managers are appointed, they shall form a board of managers (“the Board of Managers”).

Art. 12. Power of the manager(s). The manager or as the case may be the Board of Managers is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Laws or by the Articles to the general meeting of shareholder(s) fall within the competence of the sole manager or as the case may be the Board of Managers.

Art. 13. Representation. The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole manager or by the joint signatures of any two managers if more than one manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the managers as class A Manager and class B Manager, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one class A Manager and one class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person(s) to whom special power has been delegated by the sole manager or as the case may be the Board of Managers, but only within the limits of such special power.

Art. 14. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the board may appoint from among its members a chairman and a secretary who need not be a manager himself responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers.

The Board of Managers shall meet upon call by the chairman or by any two (2) of its members, at the place and at the time indicated in the notice of meeting.

No such notice is required if all members of the Board of Managers are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting.

Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting, whether in original, by fax or e-mail.

Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board of Managers.

The chairman shall preside at all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the managers present or represented at such meeting.

Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another manager as his proxy.

Any member of the Board of Managers may represent one or more other members of the Board of Managers.

One or more managers may participate in a meeting by conference call, visio-conference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other.

Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

In addition, a written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held.

Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the managers holding office.

However, if the shareholder(s) have qualified the managers as class A Manager and class B Manager, the quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the class A Managers and the class B Managers.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the managers present or represented at such meeting.

Art. 15. Conflicts of interest. If any of the managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such manager shall disclose such personal interest to the other manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole manager it suffices that the transactions between the Company and its manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm.

Art. 16. Liability of the manager(s). The manager or as the case may be the Board of Managers' members assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made in the name of the Company.

Art. 17. Auditor(s). Except where according to the Laws the financial statements must be audited by an independent auditor, the business of the Company and its financial situation may be reviewed by one or more auditors who need not be shareholder(s) themselves.

The approved independent auditor(s) and the auditor(s) (if any), shall be appointed by the shareholder(s), who shall determine their number and the duration of their mandate, respectively they are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the independent auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause.

Art. 18. Shareholder(s). The shareholder(s) shall have such powers as are vested with them pursuant to the Laws and the Articles.

The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Art. 19. General meetings. Resolutions of the shareholder(s) are passed in a general meeting held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand-Duchy of Luxembourg.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting.

A shareholder may act at any general meeting by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

In addition, if the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing.

Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders.

At any general meeting other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

If such majority is not reached at the first meeting, the shareholders shall be convened a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast, each share entitling to one vote.

At any general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, resolutions shall be adopted by a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the share capital.

Art. 20. Financial year. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty first of December of each year.

Art. 21. Financial statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the manager(s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws for submission to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may inspect these financial documents at the registered office.

Art. 22. Legal reserve. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of general expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the annual net profit.

From the annual net profit, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve in the respect of article 197 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies (as amended) ("the Legal Reserve").

That allocation to the Legal Reserve shall cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital.

Art. 23. Allocation of the profits. After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve, by carrying them forward to the next following financial year or by distributing them, as the case may be with carried forward profits and distributable reserves to the shareholder(s).

The shareholders upon a decision of a general meeting of shareholders may decide to distribute a dividend provided always that the amount to be distributed may not exceed the amount of the net profits of the last financial year increased by the carried forward profits and sums drawn from reserves available for this purpose, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles.

The sole manager or as the case may be the Board of Managers may decide to distribute interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by them showing that sufficient funds are available for distribution provided always that the amount to be distributed by way of interim dividend may not exceed the total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, increased by carried forward profits and sums drawn from reserves available for this purpose, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles.

In the event of a dividend or interim dividend declaration, each share of the Company entitles to the same proportion in the distributed amount.

The share premium and assimilated premiums accounts may be distributed to the shareholders upon a decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions set forth above.

The dividends, interim dividends or the distributions of share premium and assimilated premiums declared in cash may be paid in any currency selected by the sole manager or as the case may be the Board of Managers and may be paid at such places and times as may be determined by the sole manager or as the case may be the Board of Managers. The sole manager or as the case may be the Board of Managers may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend, interim dividend or share premium and assimilated premiums funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on a Share during five (5) years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such Share and shall revert to the Company. No interest shall be paid on dividends, interim dividends or distributions of share premium and assimilated premiums declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of Shares.

Art. 24. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

At the time of winding up, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all known and unknown assets and liabilities of the Company.

The liquidator(s) may proceed with the distribution of liquidation down payments subject to keep sufficient provision for payment of the outstanding debts.

After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders.

Art. 25. Incorporated Provisions. Reference is made to the provisions of the Laws, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies (as amended), for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

Transitory disposition

By exception, the first financial year starts on the date of incorporation and ends on December 31st, 2015.

Subscription and payment

1. Subscription

The subscriber has subscribed a number of shares of the Company and has paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Shareholders	Subscribed and paid-in capital	Number of shares
Solter Capital Fundusz Inwestycyjny Zamkniety Aktywow Niepublicznych, prenamed	15.000,-eur	150 shares
Total	15.000,-eur	150 shares

2. Payment

Evidence of such contribution has been given to the undersigned notary by a bank certificate, so that the amount of 15.000,-eur is as of now available to the Company.

Said bank certificate will remain attached to the present deed.

Expenses

The amount of expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately 1.400,- euros.

General meeting of shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the above named parties, representing the entire subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1. The number of managers is fixed at 3.

2. are appointed as managers A for unlimited duration:

- Mr. Piotr Henryk ORCZYKOWSKI, born on 29/02/1984 in Sosnowiec (Poland) and residing in 186/415, Grojecka Street, 02-390 Warsaw, Poland,

- Mrs. Patrycja Monika DZIEGIELEWSKA, born on 30/10/1985 in Plonsk (Poland) and residing in ul. Ostrodzka 82H lok. 1, 03-289 Warsaw, Poland,

1. Is appointed as managers B for unlimited duration:

- Mrs. Anna WIAZ, born on 23/07/1982 in Wroclaw (Pologne), residing professionally at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

4. The address of the Company is set at L- 2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée (Grand-Duchy of Luxembourg).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing person(s), the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person(s) and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party(ies), whose is(are) known to the notary by its(their) social denomination, by-laws and residences, the said party(ies) appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

French version

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Solter Capital Fundusz Inwestycyjny Zamkniety Aktywow Niepublicznych représentée par la société de gestion de fonds IPOPEMA Towarzystwo Funduszy Inwestycyjnych S.A., ayant son siège social à 00-107 Varsovie (Pologne), ul. Prozna 9, ci-après représenté par Madame Michèle SENSI-BERGAMI, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), suivant une procuration lui donnée sous seing privé laquelle restera annexée au présent acte.

Lequel comparant, ès qualités qu'il agit, a requis le notaire instrumentaire d'acter les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé une société à responsabilité limitée ("la Société") régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg ("les Lois") et par les présents statuts ("les Statuts").

La Société peut comporter un associé unique ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

Art. 2. Dénomination. La Société a comme dénomination "Baklux S.à r.l."

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré (i) à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision du gérant unique ou le cas échéant du Conseil de Gérance et (ii) à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une décision des associé(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger par décision du gérant unique ou le cas échéant du Conseil de Gérance.

Dans l'hypothèse où le gérant unique ou le cas échéant le Conseil de Gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par le gérant unique ou le cas échéant le Conseil de Gérance.

Art. 4. Objet. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut acquérir et mettre en valeur tous brevets, licences et marques et autres droits se rattachant à ces brevets, licences et marques ou pouvant les compléter.

La société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts et procéder à l'émission d'obligations, à différentes sociétés (filiales ou non).

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public.

La société a pour objet l'achat, la vente, la mise en location, l'administration et la mise en valeur sous quelque forme que ce soit de biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que toutes opérations commerciales ou financières, immobilières ou mobilières qui s'y rattachent directement ou indirectement.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La société a encore pour objet de percevoir des indemnités et des rémunérations des sociétés du groupe ainsi que l'administration et la gérance de telles sociétés du groupe, à qui elle pourra notamment fournir toute prestation d'assistance stratégique, administrative ou commerciale.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 6. Capital social. Le capital social de la Société est de quinze mille euros (15.000,-eur) représenté par cent cinquante (150) parts sociales entièrement libérées d'une valeur nominale de cent euros (100,-eur) chacune et les droits et obligations fixés par les Statuts.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée des associés de la Société statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut procéder au rachat de ses propres Parts Sociales par décisions du gérant unique ou le cas échéant du Conseil de Gérance sous réserve de la disponibilité des fonds déterminée par le gérant unique ou le cas échéant par le Conseil de Gérance sur la base des Comptes Intérimaires pertinents.

Art. 7. Prime d'émission et primes assimilées. En outre du capital social, un compte prime d'émission dans lequel seront transférées toutes les primes payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale ainsi que des comptes primes assimilées dans la mesure permise par les Lois peuvent être établis.

Parmi les comptes primes assimilés, le Conseil de Gérance est autorisé à recueillir les apports en capitaux propres non rémunérés par des titres des associé(s) existants de la Société ("Capital Contribution").

L'affectation des comptes prime d'émission et primes assimilées peut être utilisée, entre autre, pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associé(s), pour compenser toute perte nette réalisée, pour des distributions au(x) associé(s) ou pour affecter des fonds à la Réserve Légale.

Art. 8. Propriété de Parts Sociales. La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par Part Sociale. S'il y a plusieurs propriétaires par Part Sociale, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 9. Transfert des parts sociales. Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, ceux-ci ne peuvent céder leurs parts sociales que dans le respect de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Les transferts de parts sociales de la Société ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après qu'elles aient été notifiées à la Société ou acceptées par elle.

Art. 10. Incapacité, insolvabilité ou faillite des Associé(s). La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 11. Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés.

Les gérant(s) seront nommés par les associé(s), qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat, respectivement ils peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associé(s).

Les associé(s) pourront qualifier les gérants de Gérant de catégorie A et de Gérant de catégorie B.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance ("le Conseil de Gérance").

Art. 12. Pouvoir des gérant(s). Le gérant unique ou le cas échéant les membres du Conseil de Gérance sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés en vertu des Lois ou des Statuts au(x) associé(s) relèvent de la compétence du gérant unique ou le cas échéant du Conseil de Gérance.

Art. 13. Représentation. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du gérant unique ou par la signature conjointe de deux gérants si plus d'un gérant a été nommé.

Toutefois, si les associé(s) ont qualifié les gérants de Gérant de catégorie A et Gérant de catégorie B, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les gérant(s), mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 14. Réunions du Conseil de Gérance. Dans le cas où un Conseil de Gérance est formé, le conseil peut nommer parmi ses membres un président et un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même gérant responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres, au lieu et date indiqués dans la convocation.

Si tous les membres du Conseil de Gérance sont présents ou représentés à une réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de la réunion, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Un gérant peut également renoncer à sa convocation à une réunion, soit avant soit après la réunion, par écrit en original, par fax ou par e-mail.

Des convocations écrites séparées ne sont pas requises pour les réunions qui sont tenues aux lieux et date indiqués dans un agenda de réunions adopté à l'avance par le Conseil de Gérance.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Tout gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre gérant comme son mandataire.

Tout membre du Conseil de Gérance peut représenter un ou plusieurs autres membres du Conseil de Gérance.

Un ou plusieurs gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visio-conférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres.

Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

En outre, une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue.

Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des gérants en fonction est présente ou représentée.

Toutefois, si les associé(s) ont qualifié les gérants de Gérant de catégorie A et Gérant de catégorie B, le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B sont présents ou représentés.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Art. 15. Conflit d'intérêts. Si un ou plusieurs gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce gérant devra en aviser les autres gérant(s) et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans le cas d'un gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise.

Art. 16. Responsabilité des gérant(s). Le gérant unique ou le cas échéant les membres du Conseil de Gérance ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société

Art. 17. Commissaire(s) aux comptes. Hormis lorsque, conformément aux Lois les comptes sociaux doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises indépendant, les affaires de la Société et sa situation financière peuvent être contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associé(s).

Les réviseur(s) d'entreprises indépendant(s) et les commissaire(s) aux comptes seront (s'il y en existe), nommés par les associé(s) qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat, respectivement leur mandat peut être renouvelé et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associé(s) sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises indépendant ne peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves.

Art. 18. Associé(s). Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Lois et les Statuts.

Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs pré mentionnés conférés à l'assemblée générale des associés.

Art. 19. Assemblées générales. Les décisions des associé(s) sont prises en assemblée générale tenue au siège social ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

En outre, si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par écrit.

Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés.

Lors de toute assemblée générale autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation, les associés seront de nouveau convoqués et les résolutions seront à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées, chaque part sociale donnant droit à un vote.

Lors de toute assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, les résolutions seront adoptées à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 20. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et s'achève le trente et un décembre de chaque année.

Art. 21. Comptes sociaux. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les gérant(s) dressent l'inventaire des éléments de l'actif et du passif, le bilan ainsi que le compte de résultats conformément aux Lois afin de les soumettre aux associé(s) pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social.

Art. 22. Réserve légale. L'excédent favorable du compte de résultats, après déduction des frais généraux, coûts, amortissements, charges et provisions constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale ("la Réserve Légale") dans le respect de l'article 197 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Art. 23. Affectations des bénéfices. Après affectation à la Réserve Légale, les associé(s) décident de l'affectation du solde du bénéfice net par versement de la totalité ou d'une partie du solde à un compte de réserve, en le reportant à nouveau ou en le distribuant le cas échéant avec les bénéfices reportés et les réserves distribuables aux associé(s).

Les associés par décision prise en assemblée générale des associés, peuvent décider de distribuer un dividende étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent jamais excéder le montant des bénéfices nets du dernière exercice clos augmenté des bénéfices reportés ainsi que prélèvements des effectuées sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve en vertu des Lois ou des Statuts.

Le gérant unique ou le cas échéant le Conseil de Gérance peut décider de procéder à la distribution d'acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par lui duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer en tant qu'acomptes sur dividendes ne peuvent jamais excéder le montant total des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve en vertu des Lois ou des Statuts.

En cas de déclaration d'un dividende ou d'un acompte sur dividende, chaque part sociale donne droit à une même proportion dans le montant distribué.

La prime d'émission et les primes assimilées peuvent être distribuées aux associés par décision prise en assemblée générale des associés conformément aux dispositions établies ci-avant.

Les dividendes, les acomptes sur dividendes ou les distributions de la prime d'émission et des primes assimilées déclarés en numéraire peuvent être payés en toutes devises choisies par le gérant unique ou le cas échéant le Conseil de Gérance et pourront être payés en temps et lieu qu'il appartiendra de déterminer par le gérant unique ou le cas échéant le Conseil de Gérance. Le gérant unique ou le cas échéant le Conseil de Gérance peut décider du cours de change applicable à la conversion des dividendes, des acomptes sur dividendes ou des distributions de la prime d'émission et des primes assimilées en la devise de leur paiement. Un dividende déclaré mais non payé sur une Part Sociale pendant cinq (5) ans, ne pourra par la suite plus être réclamé par le propriétaire d'une telle Part Sociale, de sorte qu'il sera perdu pour celui-ci, et sera acquis à la Société. Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes ou acomptes sur dividendes, les distributions de la prime d'émission et des primes assimilées déclarés et non réclamés qui seront détenus par la Société pour le compte des détenteurs de Parts Sociales.

Art. 24. Dissolution et liquidation. La Société peut être dissoute par une décision des associé(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Au moment de la dissolution, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Les liquidateur(s) peuvent procéder à la distribution d'acomptes sur produit de liquidation sous réserve de provisions suffisantes pour payer les dettes impayées à la date de la distribution.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y compris les frais de liquidation, le produit net de liquidation sera réparti entre les associé(s).

Art. 25. Disposition finale. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Disposition transitoire

Par exception, le premier exercice social commence le jour de la constitution et s'achève le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

1. Souscription

Le comparant a souscrit un nombre de parts sociales de la Société et a libéré en espèces les montants suivants:

Associés	Capital souscrit et libéré	Parts sociales
Solter Capital Fundusz Inwestycyjny Zamkniety Aktywow Niepublicznych prénommé	15.000-eur	150 parts sociales
Total	15.000,-eur	150 parts sociales

2. Libération

La preuve de la contribution a été donnée au notaire par un certificat de blocage des fonds, de sorte que le montant de 15.000,-eur est à présent à la disposition de la Société.

Ledit certificat restera attaché au présent acte.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de 1.400.-eur.

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant l'intégralité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des gérants est fixé à 3.

2. Ont été appelé aux fonctions de gérant A pour une durée indéterminée:

- Mr. Piotr Henryk ORCZYKOWSKI, né le 29/02/1984 à Sosnowiec (Pologne) et demeurant au 186/415, Grojecka Street, 02-390 Varsovie, Pologne,

- Mrs. Patrycja Monika DZIEGIELEWSKA, née le 30/10/1985 à Plonsk (Pologne) et demeurant à ul. Ostrodzka 82H lok. 1, 03-289 Varsovie, Pologne,

3. A été appelé aux fonctions de gérant B pour une durée indéterminée:

- Madame Anna WIAZ, née le 23/07/1982 à Wroclaw (Pologne), demeurant professionnellement au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

4. L'adresse de la Société est fixée à L- 2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée (Grand-Duché de Luxembourg).

Le notaire soussigné, qui comprend et qui parle anglais, constate par les présentes, qu'à la requête du (des) comparant (s), le présent procès-verbal est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la requête du (des) même(s) comparant(s) et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au(x) comparant(s), tous connu(s) du notaire instrumentaire par son (leurs) nom(s), prénom(s) usuel(s), état(s) et demeure(s), ledits(lesdits) comparant(s) a(ont) signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: SENSI-BERGAMI, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 01/07/2015. Relation: EAC/2015/15055. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 10 juillet 2015.

Référence de publication: 2015113977/523.

(150123248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Team Protect Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3753 Rumelange, 1A-1B, rue de Steinberg.

R.C.S. Luxembourg B 198.268.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze, le deux juillet

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu,

Monsieur Patrick BELOTTI, administrateurs de sociétés, demeurant professionnellement à L-4040 Esch-sur-Alzette, 14, rue Xavier Brasseur;

Agissant en sa qualité de mandataire spécial de:

1. Monsieur DESSEAUX David, gérant de société, né à Thionville (France), le 16 novembre 1969, demeurant à F-57570 Puttelange Lès Thionville, 33, rue de la Grotte, Himeling;

En vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Rumelange en date du 1^{er} juillet 2015;

2. Monsieur Juan Fernando LARGO VELASCO, gérant de société né à Madrid (Espagne), le 19 mai 1962, demeurant à F-57970 YUTZ, 6, allée Jean-Claude Killy;

En vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Rumelange en date du 1^{er} juillet 2015;

3. Société TEAM PROTEC SàRL, société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-3753 RUMELANGE, 1A-1B rue Steinberg, qui dispose d'un capital social 12.600,- EUR, constituée en date du 08 avril 2003 pardevant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, inscrite au registre des personnes morales de Luxembourg, sous le numéro B 93451, représentée par son gérant unique, Monsieur David DESSEAUX;

En vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Rumelange en date du 1^{er} juillet 2015;4. Société LPM, société civile, ayant son siège social à F-57970 YUTZ, 6, allée Jean-Claude Killy; qui dispose d'un capital de 730.000 EUR, constituée en date du 1^{er} septembre 2014, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Thionville, sous le numéro SIREN 804 261 097, représentée par son gérant unique, Monsieur Juan Fernando LARGO VELASCO;En vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Rumelange en date du 1^{er} juillet 2015;

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme, que les parties prénommées vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «TEAM PROTEC DEVELOPPEMENT S.A.»

Le siège social est établi dans la commune de RUMELANGE. Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-duché de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger:

Montage et entretien de systèmes anti-incendie; L'exécution de travaux de régularisation, de maintenance et de surveillance aux installations et équipements susvisés.

Etude, conception, réalisation et maintenance de tout ouvrage se rapportant à la tuyauterie industrielle et à la protection contre l'incendie, à titre accessoire, le génie climatique, la chaudronnerie, et l'installation des fluides.

L'achat, la vente et la location de tous appareils de tuyauterie et de sprinklers, ainsi que toutes les prestations de service après-vente y afférentes.

Elle peut s'intéresser par toutes voies, dans toutes les affaires d'entreprises ou société ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise.

La Société a encore pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière et encore l'acquisition de brevets et de marques de fabrique et la concession de licences, leur gestion et leur mise en valeur.

Elle peut en outre accorder aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, ainsi qu'à des tiers tous concours ou toutes assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale.

En général, la Société pourra faire toutes autres transactions commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou à tout autre objet social similaire ou susceptible d'en favoriser l'exploitation et le développement.

Art. 3. Le capital social de la société est fixé à TRENTE DEUX MILLE EUROS (EUR 32.000,-) représenté par MILLE (1000) actions d'une valeur nominale de TRENTE DEUX EUROS (EUR 32.-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

En cas d'augmentation du capital social, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale représentant tous les actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et révocables à tout moment.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration peut désigner son président, en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télécopieur, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La ou (les) première (s) personne (s) à qui sera déléguée la gestion journalière peut (pourront) être nommée (s) par la première assemblée générale des actionnaires.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu du présent article 5 des statuts.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit, le deuxième vendredi du mois de juin à 10.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont - faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non. Chaque action donne droit à une voix.

Art. 10. Le bénéfice net est affecté à concurrence de cinq pourcent (5,00 %) à la formation ou à l'alimentation du fonds de réserve légal.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix pour cent (10,00 %) du capital nominal.

L'assemblée générale décide souverainement de l'affectation du solde. Les dividendes éventuellement attribués sont payés aux endroits et aux époques déterminés par le conseil d'administration. L'assemblée générale peut autoriser le conseil

d'administration à payer les dividendes en toute autre monnaie que celle dans laquelle le bilan est dressé et à déterminer souverainement le taux de conversion du dividende dans la monnaie du paiement effectif.

Le conseil d'administration est autorisé à effectuer la distribution d'acomptes sur dividendes en observant les prescriptions légales alors en vigueur.

La société peut racheter ses propres titres moyennant ses réserves libres, en respectant les conditions prévues par la loi.

Aussi longtemps que la société détient ces titres en portefeuille, ils sont dépouillés de leur droit de vote et de leur droit aux dividendes.

Art. 11. La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 12. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2015.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2016.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants pré-qualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1. M. David DESSEAUX, prénommé, (Une action)	1 action
2. M. Juan Fernando LARGO VELASCO, prénommé (Une action)	1 action
3. TEAM PROTEC SàRL, précitée (Quatre cent quatre-vingt-dix-neuf actions)	499 actions
4. LPM Société Civile, précitée (Quatre cent quatre-vingt-dix-neuf actions)	499 actions
Total: Mille actions	1000 actions

Les actions ont été libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de TRENTE DEUX MILLE EURO (EUR 32.000.-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, les comparants déclarent être les bénéficiaires réels de cette opération et déclarent en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille quatre cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant le comparant pré qualifié, ès-qualités qu'il agit, représentant l'intégralité du capital social, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se reconnaît, dûment convoqué et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, il a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui du commissaire à un.

Deuxième résolution

Sont appelés aux fonctions d'administrateur:

1. Monsieur DESSEAUX David, gérant de société, né à Thionville (France), le 16 novembre 1969, demeurant à F-57570 Puttelange Lès Thionville, 33, rue de la Grotte, Himeling;
2. Monsieur Juan Fernando LARGO VELASCO, gérant de société né à Madrid (Espagne), le 19 mai 1962, demeurant à F-57970 YUTZ, 6, allée Jean-Claude Killy;

3. Société TEAM PROTEC SàRL, société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-3753 RUMELANGE, 1A-1B rue Steinberg, inscrite au registre des personnes morales de Luxembourg, sous le numéro B 93451.

représentée par son représentant permanent:

- Monsieur DESSEAUX David, gérant de société, né à Thionville (France), le 16 novembre 1969, demeurant à F-57570 Puttelange Lès Thionville, 33, rue de la Grotte, Himeling.

Est appelé aux fonctions de commissaire:

Fiduciaire Comptable Luxembourgeoise

L-4040 Esch/Alzette, 14, rue Xavier Brasseur (B 36963)

Quatrième résolution

Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2021, ils sont renouvelables.

Cinquième résolution

L'assemblée générale autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière des affaires de la société à un ou plusieurs de ses membres.

Faisant usage de la faculté offerte par l'article 5 des statuts, l'assemblée nomme en qualité d'administrateur-délégué de la société:

- Monsieur David DESSEAUX pré-qualifié,

L'administrateur délégué pourra engager la Société sous sa seule signature, dans le cadre de la gestion journalière dans son sens le plus large, y compris toutes opérations bancaires.

Sixième résolution

Le siège social de la société est fixé à L-3753 RUMELANGE, 1A-1B rue Steinberg;

Réunion du conseil d'administration

Ensuite, le Conseil d'Administration s'est réuni et a désigné, à l'unanimité:

Monsieur DESSEAUX David comme Président.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant agissant en sa dite qualité connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit comparant signé avec Nous notaire, la présente minute.

Signé: BELOTTI, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06/07/2015. Relation: EAC/2015/15509. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 9 juillet 2015.

Référence de publication: 2015113714/194.

(150121569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Lipantum Finance S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 198.349.

— STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the seventh day of July,

Before Us, Maître Jacques Kessler, notary, residing in Petange, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

HAWK Management S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) having its registered office at 7, Grand-Rue, L-6630 Wasserbillig, Grand Duchy of Luxembourg being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 108.931,

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally in Pétange, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée):

1. Corporate form and name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "Lipatum Finance S.à r.l." which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law") as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in 52-54 Avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles - including Article 13.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, except from the public and to acquire, purchase or buy and thereafter hold and dispose of trade receivables;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, develop, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company is twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Manager (s) subject to the Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Manager(s) subject to the Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights subject to these Articles.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the Law.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the Law.

8. Management.

8.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

The general meeting of Shareholders may decide to appoint Managers of two (2) different classes, namely class A managers and class B managers. Any such classification of Managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting or, as the case may be, the relevant written resolutions, and the managers be identified with respect to the class they belong.

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, such Manager is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time for any reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

10.1 if the Company has a Sole Manager, the sole signature of the Sole Manager;

10.2 if the Company has more than one Manager, the joint signature of any two (2) Managers, provided however that in the event different classes of Managers (namely class A Managers and class B Managers) are appointed, the joint signatures of one (1) class A Manager and one (1) class B Manager (including by way of representation);

10.3 the sole signature of any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11

11. Agent of the managers. The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, the Board of Managers or, as the case may be in the event of different classes of Managers, one (1) class A Manager and one (1) class B Manager, may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.5.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

13. Shareholders' resolutions.

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in Articles 13.3, 13.4 and 13.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

13.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8

13.8.1 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted.

13.8.2 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting applies mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 13.8.1 and the above provisions of Article 13.8.2, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on 1 January and ends on the 31 December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 31 December (all dates inclusive).

15. Distributions on shares.

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

16. Dissolution and liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 13. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

17. Interpretation and Luxembourg law.

17.1 In these Articles:

17.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

17.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

17.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

17.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

Subscription - Payment

The articles of incorporation having thus been established, the party appearing declares to subscribe the issued share capital upon incorporation as follows:

HAWK Management SA	12,500 shares
TOTAL:	12,500 shares

All these Shares have been fully paid up in cash, so that the sum of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) entirely allocated to the share capital of the Company is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about 1,500.- euros.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named party, representing the entirety of the subscribed share capital adopted through its proxyholder, the following resolutions:

1) The following person are appointed as Manager of the Company for an undetermined period and with immediate effect:

- Alexander Nelke, born on 6 January 1978, in Berlin, Germany, residing professionally at 52-54 Avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Petronella J.S. Dunselman, born on 6 April 1965, in Amsterdam, The Netherlands, residing professionally at 52-54 Avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Zamyra H. Cammans, born on 11 February 1969, in Utrecht, The Netherlands, residing professionally at 52-54 Avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2) The Company shall have its Registered Office at 52-54 Avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by surname, name, status and address, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es Folgt die Deutsche Fassung des Voranstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am siebten Tag des Monats Juli,

ist vor Uns, der unterzeichnenden Notar Maître Jacques Kessler, mit Amtssitz in Petange, Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIENEN:

HAWK Management S.A., eine Luxemburgische Aktiengesellschaft (société anonyme) mit Gesellschaftssitz in 7, Grand-Rue, L-6630 Wasserbillig, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handelsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 108.931,

hier vertreten durch Frau Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, Privatbeamtin,, aufgrund einer privatrechtlich erteilten Vollmacht.

Besagte Vollmacht, welche von dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigelegt.

Die erschienene Partei, vertreten wie eingangs erwähnt, ersucht die Notarin, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) wie folgt zu beurkunden:

" **1. Rechtsform und Firma.** Die Gesellschaft besteht in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter dem Namen "Lipatum Finance S.à r.l." (im Folgenden die "Gesellschaft"). Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz welches eine solche Gesellschaft betrifft, und insbesondere dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils gültigen Fassung (im Folgenden das "Gesetz") und den Vorschriften dieser Satzung (im Folgenden die "Satzung").

2. Gesellschaftssitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft ("Gesellschaftssitz") ist in 52-54 Avenue du Septembre, L-2550 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

2.2 Der Gesellschaftssitz der Gesellschaft kann

2.2.1 an einen anderen Ort innerhalb derselben Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden,

(a) wenn der alleinige Geschäftsführer (im Sinne von Artikel 8.2) dies entscheidet, sofern die Gesellschaft zum gegebenen Zeitpunkt einen alleinigen Geschäftsführer hat; oder

(b) wenn die Geschäftsführung (im Sinne von Artikel 8.3) dies entscheidet, sofern die Gesellschaft zum gegebenen Zeitpunkt eine Geschäftsführung aus mehreren Geschäftsführern hat;

2.2.2 an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg (innerhalb oder außerhalb derselben Gemeinde) verlegt werden, wenn die Gesellschafter der Gesellschaft dies durch Beschluss ("Gesellschafterbeschluss") gemäß dieser Satzung -insbesondere gemäß Artikel 13.4 - und dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere dem Gesetz von 1915 in der jeweils geltenden Fassung ("Luxemburger Recht") entscheiden.

2.3 Sofern eine militärische, politische, wirtschaftliche, soziale oder sonstige Lage eintritt oder anzunehmen ist, dass der Eintritt einer solchen Lage unmittelbar bevorsteht, und sofern dadurch eine normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz verhindert wird, kann der Gesellschaftssitz bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse vorübergehend ins Ausland verlegt werden; diese vorübergehende Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet der vorübergehenden Sitzverlegung stets eine Luxemburger Gesellschaft bleibt. Der Beschluss über die vorübergehende Sitzverlegung der Gesellschaft ins Ausland wird durch den alleinigen Geschäftsführer bzw. die Geschäftsführung get roffen.

2.4 Die Gesellschaft kann Büros und Niederlassungen im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland unterhalten.

3. Gesellschaftszweck. Der Gesellschaftszweck besteht darin,

3.1 als Anlageholdinggesellschaft (investment holding company) zu fungieren und die Geschäfte der juristischen Personen zu koordinieren, an denen die Gesellschaft jeweils unmittelbare oder mittelbare Beteiligungen hält, und (durch Zeichnung, öffentliches Gebot, Kauf, Tausch oder in sonstiger Weise) Aktien, Anteile, Schuldverschreibungen, Obligationen, Anleihen und andere ausgegebene oder garantierte Wertpapiere oder Vermögensgegenstände zu erwerben, diese als Anlage zu halten, und sie zu verkaufen, zu tauschen bzw. auf sonstige Weise darüber zu verfügen;

3.2 Handelsgeschäfte und sonstige Geschäfte zu betreiben, sowie Geschäfte, Vermögen oder Verbindlichkeiten von Personen, die Handelsgeschäfte und sonstige Geschäfte betreiben, vollständig oder teilweise zu erwerben, zu übernehmen oder fortzuführen;

3.3 zu Konditionen, die der alleinige Geschäftsführer bzw. die Geschäftsführung für angemessen erachtet, Gelder und Mittel der Gesellschaft anzulegen oder mit diesen zu handeln;

3.4 zu Konditionen, die der alleinige Geschäftsführer bzw. die Geschäftsführung für angemessen erachtet, Kredite aufzunehmen, Kapital zu beschaffen und Zahlungen sicherzustellen, aber nicht von der Öffentlichkeit, und Handelsforderungen zu erwerben, kaufen oder zu beziehen und daraufhin zu halten und zu verkaufen;

3.5 Beteiligungen an Personengesellschaften zu erwerben, mit beliebigen Personen, auch Mitarbeitern der Gesellschaft, oder Personengesellschaften zu verschmelzen, zu fusionieren, oder sich zusammenzuschließen oder eine sonstige Vereinbarung zum Zwecke der Beteiligung an Gewinnen, der Bündelung von Interessen, der Zusammenarbeit, der Gründung eines Gemeinschaftsunternehmens (Joint Venture) zu treffen;

3.6 Garantien, Garantieverträge oder Bürgschaften zu vereinbaren, sowie Sicherheiten für die Erfüllung der sich hieraus ergebenden Verpflichtungen oder für die Zahlung von Geldleistungen (auch solchen von juristische Personen, an denen die Gesellschaft eine direkte oder indirekte Beteiligung in beliebiger Höhe hält, oder Personen ("Holdinggesellschaft" (Holding Entity)), die Inhaber einer direkten oder indirekten Beteiligung an der Gesellschaft sind oder der gleichen Unternehmensgruppe angehören oder auf sonstige Weise mit der Gesellschaft geschäftlich oder unternehmerisch verbunden sind) bereitzustellen, dies gilt unabhängig davon, ob die Gesellschaft dadurch (mittelbar oder unmittelbar) eine Gegenleistung oder einen Vorteil erhält und unabhängig davon, ob eine persönliche Zusage oder ein Pfandrecht, eine Belastung oder ein dingliches Sicherungsrecht an einem Teil oder der Gesamtheit der Verpflichtungen, des Eigentums oder des (gegenwärtigen oder zukünftigen) Vermögens der Gesellschaft oder eine sonstige Sicherheit existiert; wobei der Begriff der "Garantie" im Sinne dieses Artikels 3.6 unabhängig von der genauen Bezeichnung jede Verpflichtung zur Zahlung, Erfüllung bzw. Bereitstellung von Geldern zur Zahlung oder Erfüllung von Schulden Dritter oder zur Sicherstellung von Zahlungen im Falle eines Zahlungsausfalls und jede anderweitige Haftung für die Verbindlichkeiten oder finanzielle Verpflichtungen anderer Personen umfasst;

3.7 bewegliches oder unbewegliches Vermögen sowie diesbezügliche Rechte oder Vorteile zu kaufen, zu entwickeln, zu pachten, auszutauschen, zu mieten oder anderweitig zu erwerben;

3.8 gegen ein Entgelt, das der alleinige Geschäftsführer bzw. die Geschäftsführung für angemessen erachtet, bewegliches oder unbewegliches Vermögen sowie Teile oder die Gesamtheit der Verpflichtungen der Gesellschaft zu verkaufen, zu verpachten, auszutauschen, zu vermieten oder darüber zu verfügen, insbesondere auch gegen - voll oder teilweise eingezahlte - Aktien, Schuldverschreibungen und andere Wertpapiere beliebiger Personen, unabhängig davon, ob diese Personen Zwecke verfolgen, die denen der Gesellschaft (gänzlich oder teilweise) vergleichbar sind; solchermaßen erworbene Anteile, Schuldverschreibungen und Wertpapiere zu halten, sowie Vermögen und Rechte der Gesellschaft in Teilen oder als Ganzes zu optimieren, zu verwalten, zu entwickeln, zu verkaufen, auszutauschen, zu verpachten, zu belasten, darüber zu verfügen, zum Gegenstand von Optionsrechten zu machen, zu verwerten oder anderweitig damit zu verfahren;

3.9 Handlungen gemäß diesem Artikel 3 (a) weltweit, (b) als Geschäftsherr, Bevollmächtigter, Vertragspartner, Treuhänder oder sonstiges, (c) von oder über einen Treuhänder, Bevollmächtigten, Subunternehmer oder sonstigen (d) eigenständig oder zusammen mit einer oder mehreren anderen Personen vorzunehmen;

3.10 sämtliche Handlungen vorzunehmen, welche der alleinige Geschäftsführer bzw. die Geschäftsführung für die Erfüllung der Geschäftszwecke oder die Ausübung seiner Kompetenzen als förderlich oder zielführend erachtet (dies umfasst den Abschluss, die Erfüllung und Durchführung von Verträgen, Urkunden, Abkommen und Vereinbarungen mit oder zugunsten einer beliebigen Person);

WOBEI die Gesellschaft STETS solche Geschäfte unterlassen wird, die der Finanzaufsicht unterliegen oder für die nach Luxemburger Recht eine einschlägige Lizenz erforderlich wäre, die die Gesellschaft aber nicht besitzt.

4. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

5. Stammkapital.

5.1 Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) ("Anteile"). In dieser Satzung meint der Begriff "Gesellschafter" die Inhaber der Anteile zum jeweils maßgeblichen Zeitpunkt; der Begriff "Gesellschafter" im Singular ist entsprechend auszulegen.

5.2 Die Gesellschaft kann ein Aufgeldkonto ("Aufgeldkonto") eröffnen, auf welches Aufgelder einzuzahlen sind, die auf Anteile gezahlt werden. Über die Verwendung dieses Aufgeldkontos entscheidet/entscheiden der Geschäftsführer / die Geschäftsführung im Einklang mit dem Gesetz und der vorliegenden Satzung.

5.3 Die Gesellschaft kann Kapitalbeteiligungen oder sonstige Einlagen unbeschränkt annehmen, ohne Anteile oder andere Wertpapiere als Gegenleistung dafür auszugeben, und sie kann diese Einlagen auf einem oder mehreren Konten verbuchen. Entscheidungen darüber, wie diese Konten zu verwenden sind, sind von dem Geschäftsführer / der Geschäftsführung gemäß dem Gesetz und dieser Satzung zu treffen. Um Missverständnisse auszuschließen: Im Rahmen einer solchen Entscheidung kann die Einlage der Person zugeordnet werden, die die Einlage geleistet hat, dies ist aber nicht zwingend erforderlich.

5.4 Alle Anteile sind mit den gleichen Rechten verbunden, sofern sich aus der vorliegenden Satzung nichts anderes ergibt.

5.5 Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes ihre eigenen Anteile zurückkaufen, zurücknehmen oder einzuziehen.

6. Unteilbarkeit der Anteile.

6.1 Die Anteile sind unteilbar.

6.2 Mehrere Personen können als Inhaber desselben Anteils eingetragen werden, sofern alle Inhaber eines Anteils die Gesellschaft schriftlich darüber in Kenntnis setzen, welcher Inhaber als Vertreter fungieren soll und die Gesellschaft wird den Vertreter so behandeln, als ob er der einzige Gesellschafter wäre; dies gilt auch in Bezug auf Abstimmungsrechte und Dividenden- oder sonstige Zahlungsansprüche.

7. Übertragung von Anteilen.

7.1 Solange die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat, sind die Anteile frei übertragbar.

7.2 Solange die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter hat,

7.2.1 dürfen Anteile im Falle des Todes eines Gesellschafters nicht an Personen übertragen werden, die keine Gesellschafter sind, es sei denn, die Übertragung wurde bei einer Gesellschafterversammlung mit einer Mehrheit von Gesellschaftern zugelassen, die Eigentümer von mindestens drei Viertel der Anteile sind;

7.2.2 dürfen Anteile nur im Falle des Todes eines Gesellschafters nicht an Personen übertragen werden, die keine Gesellschafter sind; es sei denn, die Übertragung wurde bei einer Gesellschafterversammlung mit einer Mehrheit der überlebenden Gesellschafter zugelassen, die Eigentümer von mindestens drei Viertel der Anteile sind, oder die Voraussetzungen von Artikel 189 des Gesetzes liegen vor;

7.2.3 erfolgt die Übertragung von Anteilen vorbehaltlich der Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes von 1915.

8. Geschäftsführung.

8.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern ("Geschäftsführer") geführt, die durch einen Gesellschafterbeschluss bestellt werden, der gemäß Luxemburger Recht und dieser Satzung gefasst wird.

Die Hauptversammlung kann beschließen, dass Geschäftsführer zweier (2) unterschiedlicher Klassen benannt werden, nämlich Klasse A Geschäftsführer und Klasse B Geschäftsführer. Eine solche Benennung ist im Protokoll der jeweiligen Versammlung oder, je nachdem, der schriftlichen Beschlüsse, festzuhalten, und die Geschäftsführer sind ihrer Klasse entsprechend zu bezeichnen.

8.2 Wenn die Gesellschaft zum maßgeblichen Zeitpunkt nur einen Geschäftsführer hat, wird dieser in der vorliegenden Satzung als "alleiniger Geschäftsführer" bezeichnet.

8.3 Wenn die Gesellschaft gegebenenfalls mehr als einen Geschäftsführer hat, bilden diese eine Geschäftsführung (board of managers, conseil de gérance) ("Geschäftsführung").

8.4 Ein Geschäftsführer kann durch Gesellschafterbeschluss, der gemäß Luxemburger Recht und dieser Satzung gefasst wird, jederzeit aus beliebigem Grund seines Amtes enthoben werden.

9. Befugnisse der Geschäftsführung. Die Geschäftsführung - bzw. der alleinige Geschäftsführer, wenn die Gesellschaft nur einen Geschäftsführer hat, - ist befugt, sämtliche Handlungen vorzunehmen, die notwendig oder zweckmäßig sind, um den Gesellschaftszweck zu erfüllen, sofern die Handlungen nicht gemäß Luxemburger Recht oder diese Satzung ausdrücklich den Gesellschaftern vorbehalten sind.

10. Vertretung. Gemäß Luxemburger Recht und der vorliegenden Satzung wird die Gesellschaft gegenüber Dritten folgendermaßen vertreten oder wirksam verpflichtet:

10.1 Sofern die Gesellschaft einen alleinigen Geschäftsführer hat, durch die alleinige Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers;

10.2 sofern die Gesellschaft mehr als einen Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift zweier (2) Geschäftsführer und für den Fall, dass mehrere Klassen von Geschäftsführern (nämlich der Klasse A Geschäftsführer und der Klasse B Geschäftsführer) benannt werden, die gemeinsame Unterschrift von einem (1) Klasse A Geschäftsführer und einem (1) Klasse B Geschäftsführer (einschließlich der Vertretung);

10.3 durch die alleinige Unterschrift der Person, der entsprechende Befugnisse gemäß Artikel 11 übertragen wurden.

11. Vertreter der Geschäftsführer. Der alleinige Geschäftsführer oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, der Rat der Geschäftsführer, oder, im Falle von mehreren Klassen von Geschäftsführern ein (1) Klasse A Geschäftsführer und ein (1) Klasse B Geschäftsführer, ist/sind befugt, alle Geschäfte der Gesellschaft vorzunehmen, die notwendig oder zweckmäßig sind, um den Gesellschaftszweck zu erfüllen, außer solchen, die durch das Gesetz oder diese Satzung ausdrücklich den Gesellschaftern vorbehalten sind.

12. Sitzungen der Geschäftsführung.

12.1 Die Sitzungen der Geschäftsführung ("Sitzungen der Geschäftsführung") können von jedem Geschäftsführer einberufen werden. Die Geschäftsführung ernennt einen Geschäftsführer zum Vorsitzenden.

12.2 Die Geschäftsführung kann auch bei Nichtbefolgung sämtlicher oder einzelner formaler Anforderungen an die Einberufung einer Sitzung der Geschäftsführung wirksam beraten und Beschlüsse fassen, falls alle Geschäftsführer auf die Einhaltung dieser formalen Erfordernisse schriftlich oder bei der betreffenden Sitzung der Geschäftsführung persönlich oder durch einen bevollmächtigten Vertreter verzichtet haben.

12.3 Jeder Geschäftsführer kann sich durch einen anderen Geschäftsführer (nicht aber durch eine beliebige Person) auf einer Sitzung der Geschäftsführung vertreten lassen ("Vertreter des Geschäftsführers"), und diesen mit der Teilnahme, Beratung, Abstimmung und Erfüllung seiner sämtlichen Aufgaben im Rahmen einer Sitzung der Geschäftsführung betrauen. Ein Geschäftsführer kann im Rahmen einer Sitzung der Geschäftsführung als Vertreter für mehr als einen anderen Geschäftsführer tätig werden, sofern zumindest zwei Geschäftsführer bei der Sitzung der Geschäftsführung tatsächlich persönlich anwesend sind oder im Sinne von Artikel 12.5 wirksam an der Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen; dies gilt unbeschadet etwaiger Anforderungen an die Beschlussfähigkeit des Gremiums.

12.4 Die Geschäftsführung kann nur wirksam beraten und Beschlüsse fassen, wenn eine Mehrheit der Geschäftsführer anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung werden mit einfacher Mehrheit gefasst.

12.5 Ein Geschäftsführer oder ein Vertreter eines Geschäftsführers kann an einer Sitzung der Geschäftsführung per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels teilnehmen, soweit alle an der Versammlung teilnehmenden Personen einander während der gesamten Sitzung hören und miteinander sprechen können. Eine in dieser Weise teilnehmende Person gilt als bei der Sitzung der Geschäftsführung persönlich anwesend, wird bei der Feststellung der Beschlussfähigkeit mitgezählt und ist stimmberechtigt. Gemäß Luxemburger Recht gelten alle Geschäfte, die auf diese Art und Weise von den Geschäftsführern getätigt werden, als im Sinne dieser Satzung gültig und wirksam in der Sitzung der Geschäftsführung getätigt, auch wenn weniger als die für eine Beschlussfähigkeit erforderliche Zahl von Geschäftsführern (oder Vertretern der Geschäftsführer) physisch an demselben Ort anwesend sind.

12.6 Ein schriftlicher Beschluss, der von allen Geschäftsführern (beziehungsweise dem jeweiligen Vertreter des Geschäftsführers) unterzeichnet wurde, ist ebenso gültig und wirksam, als wäre er in einer ordnungsgemäß einberufenen sowie abgehaltenen Sitzung der Geschäftsführung gefasst worden, und kann aus einem oder mehreren Dokumenten in ähnlicher Form bestehen, die jeweils durch einen oder mehrere der betreffenden Geschäftsführer oder in deren Namen unterschrieben wurden.

12.7 Jeder in der Sitzung der Geschäftsführung anwesende Geschäftsführer kann die Gesellschaftssitzungsprotokolle der Sitzung der Geschäftsführung unterschreiben und Auszüge aus den Gesellschaftssitzungsprotokollen beglaubigen.

13. Beschlüsse der Gesellschafterversammlung.

13.1 Jedem Gesellschafter steht für jeden Anteil, dessen Inhaber er ist, eine Stimme zu.

13.2 Vorbehaltlich der Artikel 13.3, 13.4 und 13.5 sind Beschlüsse der Gesellschafterversammlung nur wirksam, wenn sie von einer Mehrheit von Gesellschaftern mit Eigentum an mehr als der Hälfte der Anteile gefasst wurden; sofern diese Zahl bei der ersten Sitzung oder der ersten Beratung nicht erreicht wird, wird durch Einschreiben an die Gesellschafter eine zweite Sitzung oder Beratung einberufen, bei der der Beschluss mit einer Mehrheit der abgegebenen Stimmen, unabhängig von der Anzahl der vertretenen Anteile gefasst wird.

13.3 Eine Verpflichtung von Gesellschaftern zur Erhöhung ihrer Einlage in die Gesellschaft oder eine Änderung der Nationalität der Gesellschaft kann die Gesellschafterversammlung nur einstimmig beschließen.

13.4 Vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 13.3 bedarf ein Beschluss zur Änderung dieser Satzung (auch zur Änderung des Gesellschaftssitzes) vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen einer zahlenmäßigen Mehrheit von Gesellschaftern mit Eigentum an mehr als drei Viertel der Anteile.

13.5 Ein Beschluss zur Auflösung der Gesellschaft oder zur Festlegung der Art und Weise der Abwicklung der Gesellschaft und/oder zur Ernennung der Liquidatoren ist gemäß Luxemburger Recht zu fassen.

13.6 Eine Gesellschafterversammlung ("Gesellschafterversammlung") kann auch bei Nichtbefolgung sämtlicher oder einzelner formaler Anforderungen an die Einberufung einer Gesellschafterversammlung wirksam beraten und Beschlüsse

fassen, falls alle Gesellschafter auf die Einhaltung dieser formalen Erfordernisse schriftlich oder bei der betreffenden Gesellschafterversammlung persönlich oder durch einen bevollmächtigten Vertreter verzichtet haben.

13.7 Ein Gesellschafter kann auf einer Gesellschafterversammlung vertreten werden, indem er schriftlich (auch per Fax, E-Mail oder auf vergleichbarem Weg) einen Stellvertreter oder Bevollmächtigten bestellt, der kein Gesellschafter zu sein braucht.

13.8

13.8.1 Sofern die Gesellschaft zum gegebenen Zeitpunkt nicht mehr als fünfundzwanzig Gesellschafter hat, können Gesellschafterbeschlüsse durch eine Abstimmung der Gesellschafter außerhalb einer Gesellschafterversammlung gefasst werden, sofern jeder Gesellschafter den genauen Wortlaut von Beschlüssen oder Entscheidungen erhält, die getroffen werden sollen.

13.8.2 Die Mehrheitserfordernisse für Beschlussfassungen der Gesellschafterversammlung gelten für schriftliche Beschlussfassungen der Gesellschafter sinngemäß. Außer sofern nach Luxemburger Recht erforderlich, existieren für schriftliche Beschlussfassungen der Gesellschafter keine Anforderungen an die Beschlussfähigkeit. Schriftliche Beschlüsse der Gesellschafter werden vorbehaltlich der Anforderungen der Artikel 13.8.1 und 13.8.2 unverzüglich mit Eingang der Originale (oder per Fax oder als E-Mail-Anlagen übermittelter Kopien) bei der Gesellschaft wirksam, unabhängig davon, ob alle Gesellschafter abgestimmt haben oder nicht.

14. Geschäftsjahr.

14.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jeweils am 1. Januar eines jeden Jahres und endet jeweils am 31. Dezember desselben Jahres, wobei das erste Geschäftsjahr übergangsweise am Tag der Gründung der Gesellschaft beginnt und am darauf folgenden 31. Dezember endet (alle Daten jeweils einschließlich).

15. Ausschüttungen.

15.1 Vom Nettogewinn der Gesellschaft, der in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Recht ermittelt wird, werden fünf Prozent in eine gesetzliche Rücklage eingestellt. Diese zwingende Verpflichtung zur Bildung der Rücklage endet, wenn die gesetzliche Rücklage ein Zehntel des Gesellschaftskapitals erreicht.

15.2 Vorbehaltlich der Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung kann die Gesellschaft durch Beschluss der Gesellschafter entsprechend den jeweiligen Rechten der Gesellschafter Dividenden festsetzen.

15.3 Der alleinige Geschäftsführer bzw. die Geschäftsführung kann beschließen, vor Ende des Geschäftsjahres Zwischendividenden an den oder die Gesellschafter auszuzahlen, wenn aus dem Abschluss hervorgeht, dass ausreichende Mittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei (i) die auszuschüttenden Beträge die seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres realisierten Gewinne - zuzüglich vorgetragener Gewinne und ausschüttungsfähiger Rücklagen, aber abzüglich vorgetragener Verluste und solcher Beträge, die in Rücklagen einzustellen sind, die gemäß dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung zu bilden sind - nicht übersteigen dürfen, und (ii) ausgeschüttete Summen, die nicht durch tatsächliche Gewinne gedeckt sind, von dem oder den jeweiligen Gesellschafter(n) zurückgefordert werden können.

16. Auflösung und Liquidation. Über die Liquidation der Gesellschaft wird durch die Gesellschafterversammlung gemäß Luxemburger Recht und Artikel 13 entschieden. Wenn die Gesellschaft zum maßgeblichen Zeitpunkt nur einen Geschäftsführer hat, kann dieser Gesellschafter beschließen, die Gesellschaft abzuwickeln, indem er persönlich alle bekannten und unbekanntes Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft übernimmt.

17. Auslegung und Luxemburger Recht.

17.1 In der vorliegenden Satzung

17.1.1 gilt jeweils Folgendes:

(a) Bei Verwendung eines grammatikalischen Geschlechts zur Bezeichnung von Personen sind Personen des anderen Geschlechts ebenfalls gemeint;

(b) Begriffsverwendungen in Einzahl und Mehrzahl sind jeweils austauschbar, sofern sich aus dem Zusammenhang nichts anderes ergibt;

(c) vom Begriff der "Person" sind natürliche Personen, Unternehmen, Gesellschaften und sonstige juristische Personen, Regierungen, Staaten oder staatliche Behörden oder Joint Ventures, Vereine, Personengesellschaften, Betriebsräte oder Arbeitnehmervertretungen (mit oder ohne eigene Rechtspersönlichkeit) umfasst;

(d) beim Verweis auf gesetzliche Bestimmungen oder Gesetze sind diesbezügliche Änderungen und geänderte oder unveränderte Neufassungen der Bestimmungen oder Gesetze ebenfalls umfasst;

17.1.2 stehen Formulierungen wie "sind ebenfalls gemeint" oder "sind umfasst" bei beispielhaften Aufzählungen; allgemeine Begriffe sind nicht deshalb einschränkend auszulegen, weil davor oder danach konkretere Begriffe oder Beispiele stehen;

17.1.3 lassen die Überschriften die Auslegung der Satzung unberührt.

17.2 Ergänzend zu dieser Satzung gelten für die Gesellschaft alle anwendbaren Bestimmungen Luxemburger Rechts."

Zeichnung und Zahlung

Das Gesellschaftskapital wurde wie folgt gezeichnet:

HAWK Management SA	12.500 Anteile
TOTAL:	12.500 Anteile

Alle diese Anteile wurden durch vollständige Bareinlage eingezahlt, so dass die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), welche dem Gesellschaftskapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) entspricht ab sofort zur freien Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen worden ist.

Kosten

Jegliche Ausgaben, Kosten, Vergütungen oder ähnliche Abgaben, die aufgrund dieser notariellen Urkunde von der Gesellschaft getragen werden sollen, werden auf ungefähr 1.500 euro geschätzt.

Beschlüsse der Alleingesellschafterin

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, hat ihre Alleingesellschafterin, welche die Gesamtheit der gezeichneten Anteile vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1) Die folgenden Personen werden mit sofortiger Wirkung auf unbestimmte Zeit als Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

- Alexander Nelke, geboren am 6. Januar 1978, in Berlin, Deutschland, mit Geschäftsadresse in 52-54 Avenue du X Septembre, L-2550 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

- Petronella J.S. Dunselman, geboren am 6. April 1965, in Amsterdam, Niederlande, mit Geschäftsadresse in 52-54 Avenue du X Septembre, L-2550 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; and

- Zamyra H. Cammans, geboren am 11. Februar 1969, in Utrecht, Niederlande, mit Geschäftsadresse in 52-54 Avenue du X Septembre, L-2550 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

2) Als Adresse des Gesellschaftssitzes wird 52-54 Avenue du X Septembre, L-2550 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg bestimmt.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, die die englische Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde in Englisch erstellt wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung. Auf Ersuchen der Erschienenen und im Fall von Divergenzen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung Vorrang haben.

WORÜBER diese notarielle Urkunde in Luxemburg an dem Tag und zu der Zeit aufgenommen wurde, der bzw. die zu Beginn dieses Dokuments genannt ist.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der Erschienenen vorgelesen wurde, der der Notar mit Nachnamen, Vornamen, Personenstand und Wohnsitz bekannt ist, hat dieser Bevollmächtigte der Erschienenen gemeinsam mit dem Notar die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09 juillet 2015. Relation: EAC/2015/15699. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015114523/557.

(150124030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Wallaby Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 143.664.

EXTRAIT

Conformément à l'article 42 nouveau de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales tel qu'adopté par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur (la «Loi»), le Conseil d'Administration décide en date du 11 février 2015, après délibération, de désigner en qualité de dépositaire agréé, G.T. Fiduciaires S.A. avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg et inscrite au RCSL sous le numéro B 121820.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015115055/16.

(150122821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Chiron US S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 36.382.140,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 164.306.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juillet 2015.
Référence de publication: 2015114064/10.
(150122881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

GSW Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 103.547.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un administrateur*

Référence de publication: 2015114336/11.
(150122696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Compo Co-Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 49.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 161.245.

In the year two thousand and fifteen on the twelfth of June,
before us Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,
there appeared:

Colada Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 12,504.-, with registered office at 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 159678 ("Colada Holdco"),

hereby represented by Maître Cristiana Musteanu, lawyer, professionally residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy under private seal given on June 11, 2015; and

Muha GP Limited, a limited liability company governed by the laws of Jersey, with registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Commission under number 106442, acting in its capacity as general partner of Colada I L.P., a limited partnership governed by the laws of Jersey, with registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1398 ("Colada I L.P.", and together with Colada Holdco, the "Shareholders");

hereby represented by Maître Cristiana Musteanu, lawyer, professionally residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy under private seal given on June 11, 2015.

The said proxies shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholders have requested the undersigned notary to record that the Shareholders are the shareholders of Compo Co-Invest S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 70,000.-, with registered office at 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a notarial deed dated 3 June 2011 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1936 of 23 August 2011, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 161.245 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary dated 5 June 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1765 of 13 July 2012.

The Shareholders, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To approve the buy-back by the Company of two million one hundred thousand (2,100,000) shares (the “Repurchased Shares”) held by Colada Holdco S.à r.l. and to approve the determination by the Company's managers of the purchase price for the Repurchased Shares.

2 Further to the approval of the buy-back of the Repurchased Shares by the Company, to acknowledge that the Company holds the Repurchased Shares, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each.

3 To decrease the share capital of the Company by an amount of twenty-one thousand (EUR 21,000.-) so as to reduce it from its current amount of seventy thousand euro (EUR 70,000.-) to forty-nine thousand euro (EUR 49,000.-) by cancellation of the Repurchased Shares, having a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each.

4 To amend the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company so as to reflect the foregoing items of the agenda.

5 To confer all and any power to the managers of the Company in order to implement the above.

6 Miscellaneous.

have requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolved to approve the buy-back by the Company of the Repurchased Shares held by Colada Holdco and to approve the purchase price of the Repurchased Shares as determined by the Company's managers.

Second resolution

Further to the approval of the buy-back of the Repurchased Shares by the Company, the general meeting of shareholders resolved to acknowledge that the Company holds the Repurchased Shares, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each.

Third resolution

The general meeting of shareholders resolved to decrease the share capital of the Company by an amount of twenty-one thousand euro (EUR 21,000.-) so as to reduce it from its current amount of seventy thousand euro (EUR 70,000.-) to forty-nine thousand euro (EUR 49,000.-) by cancellation of the Repurchased Shares, having a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each. As a result of the cancellation of the Repurchased Shares, the retained earnings and/or share premium shall be reduced by the excess amount of the redemption value of the Repurchased Shares over their nominal value.

Fourth resolution

The general meeting of shareholders resolved to amend the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company as a result of the foregoing resolutions, which from now on read as follows:

“ **Art. 5. Issued Capital.** The issued capital of the Company is set at forty-nine thousand euro (EUR 49,000.-) divided into four million nine hundred thousand (4,900,000) shares. Each issued share has a nominal value of one euro cent (0.01) and is fully paid up.”

Fifth resolution

The general meeting of shareholders resolved to confer all and any powers to the managers of the Company in order to implement the above resolutions.

Each manager of the Company is notably entitled and authorised to make the reimbursement of capital to the shareholders by payments in cash or in kind, to set the date and other formalities of such payment and to do all other things necessary and useful in relation to the above resolutions.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand five hundred euro (EUR 2,500.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing persons, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le douzième jour du mois de juin,
par devant nous Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

ont comparu:

Colada Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de EUR 12.504,-, ayant son siège social au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159678 (“Colada Holdco”),

représentée aux fins des présentes par Maître Cristiana Musteanu, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, aux termes d'une procuration sous seing privé donnée en date du 11 juin 2015; et

Muha GP Limited, une société régie par le droit de Jersey, ayant son siège social à Charter Place (premier étage), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Îles de la Manche, immatriculée auprès de la Commission Financière de Jersey Financial Commission sous le numéro 106442, agissant en sa qualité d'associé commandité de Colada I L.P., une société régie par le droit de Jersey, ayant son siège social à Charter Place (premier étage), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Îles de la Manche, immatriculée au Registre des Sociétés en Commandite de Jersey sous le numéro 1398 (“Colada I L.P.”, et ensemble avec Colada Holdco, les “Associés”),

représentée aux fins des présentes par Maître Cristiana Musteanu, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, aux termes d'une procuration sous seing privé donnée en date du 11 juin 2015.

Lesdites procurations resteront annexées au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les Associés ont requis le notaire soussigné d'acter qu'ils sont les associés de Compo Co-Invest S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 3 juin 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1936 du 23 août 2011, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 161.245 (la "Société"). Les statuts ont été modifiés par un acte du notaire soussigné en date du 5 juin 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1765 du 13 juillet 2012.

Les Associés, représentés comme indiqué ci-dessus, ayant reconnu avoir été dûment et complètement informés des résolutions à adopter sur la base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Approbation du rachat par la Société de deux millions cent mille (2.100.000) parts sociales (les «Parts Sociales Rachetées») détenues par Colada Holdco S.à r.l. et approbation de la détermination par les gérants de la Société du prix de rachat des Parts Sociales Rachetées.

2 Suite à l'approbation du rachat des Parts Sociales Rachetées par la Société, constatation de la détention par la Société des Parts Sociales Rachetées, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

3 Réduction du capital social souscrit de la Société d'un montant de vingt et un mille euros (EUR 21.000,-) afin de le réduire de son montant actuel de soixante-dix mille euros (EUR 70.000,-) à un montant de quarante-neuf mille euros (EUR 49.000,-) par annulation de toutes les Parts Sociales Rachetées ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

4 Modification du premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter les points de l'ordre du jour ci-dessus.

5 Délégation de pouvoirs aux gérants de la Société afin de mettre en oeuvre les points ci-dessus.

6 Divers.

ont prié le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'approuver le rachat par la Société des Parts Sociales Rachetées détenues par Colada Holdco et d'approuver prix de rachat des Parts Sociales Rachetées tel que déterminé par les gérants de la Société.

Deuxième résolution

Suite à l'approbation du rachat des Parts Sociales Rachetées par la Société, l'assemblée générale des associés a décidé de constater la détention par la Société des Parts Sociales Rachetées, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

Troisième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de réduire le capital social souscrit de la Société d'un montant de vingt et un mille euros (EUR 21.000,-) afin de le réduire de son montant actuel de soixante-dix mille euros (EUR 70.000,-) à un montant de quarante-neuf mille euros (EUR 49.000,-) par annulation de toutes les Parts Sociales Rachetées ayant une

valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune. En conséquence de l'annulation des Parts Sociales Rachetées, les bénéfices et/ou la prime d'émission seront réduits/sera réduite du montant en surplus de la valeur de rachat des Parts Sociales Rachetées sur leur valeur nominale.

Quatrième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter les résolutions ci-dessus. Les statuts seront dorénavant rédigés comme suit:

« **Art. 5. Capital Émis.** Le capital émis est fixé à quarante-neuf mille euros (EUR 49.000,-), divisé en quatre millions neuf cent mille (4.900.000) parts sociales. Chaque part sociale émise a une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) et est intégralement libérée.»

Cinquième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de conférer tous les pouvoirs aux gérants de la Société pour mettre en oeuvre les résolutions prises ci-dessus.

Chaque gérant de la Société est notamment mandaté et autorisé à rembourser le capital aux associés par des paiements en espèce ou en nature, à fixer la date et toutes les autres modalités de ces paiements, et à prendre toutes les autres mesures nécessaires et utiles en relation avec les résolutions prises ci-dessus.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature payables par la Société en raison du présent acte sont estimés à deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparantes ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparantes, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: C. Musteanu, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 16 juin 2015. GAC/2015/5036. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): N. DIEDERICH.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 10 juillet 2015.

Référence de publication: 2015114073/167.

(150123114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Chrysalead - Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 15, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 198.330.

— STATUTS

L'an deux mil quinze, le vingt-six juin.

Par-devant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange,

Ont comparu:

1.- Monsieur Arnaud STEHLY, Business Development Manager, né le 11 janvier 1980 à Schiltigheim (France), demeurant à F-67202 Wolfisheim (France), 11, rue Neuve,

2.- CHRYSALEAD - GROUP, société par actions simplifiée de droit français, avec siège social à F-67200 Strasbourg (France), 182b, route de Mittelhausbergen, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Strasbourg sous le numéro TI 798 703 203, représentée par son président Monsieur Arnaud STEHLY, préqualifié,

3.- Monsieur Dominique PERESSONI, Network, System & Security Expert, né le 15 mai 1965 à Strasbourg (France), demeurant à F-67710 Wangenbourg (France), 25C, rue Principale,

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer entre eux et entre tous ceux qui en deviendront associés par la suite et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Chrysalead - GROUP S.à r.l.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg, par décision du ou des associés pris aux conditions requises pour la modification des statuts.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet le conseil, l'audit et l'ingénierie en système et logiciels informatiques, la planification et la conception (études, conseil) de systèmes informatiques intégrant les technologies du matériel, des logiciels et des communications, l'assistance aux utilisateurs, commerce de gros, fabrication, formation, recrutement de personnel, migrations d'applications, informatique embarquée, réseaux informatiques, infogérance, systèmes clés en mains.

Les services peuvent comprendre la formation des utilisateurs concernés.

Le conseil en développement de logiciel personnalisé: analyse des besoins et des problèmes des utilisateurs, formulation de propositions de solutions.

Elle peut accomplir toutes opérations généralement quelconques commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Elle peut s'intéresser par toute voie dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe, ou de nature à en favoriser le développement.

Art. 5. Le capital social est fixé à vingt mille euros (20.000,- EUR), divisé en mille (1.000) parts sociales de vingt euros (20,- EUR) chacune.

La propriété des parts sociales résulte des présents statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il n'y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 6. Entre associés les parts sont librement cessibles. Elles ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de refus de cession le ou les associés non cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale des autres associés représentant au moins les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Art. 7. Le décès, l'incapacité, la déconfiture ou la faillite, de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 8. Les créanciers, ayants droit ou héritiers, alors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou incapables, ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer de quelque manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Gérance - Assemblée générale

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables par l'assemblée générale qui fixe la durée de leur mandat et leurs pouvoirs.

Art. 10. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 12. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Année sociale - Bilan

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Chaque année, le 31 décembre, les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse les comptes sociaux, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Sur le bénéfice net constaté, il est prélevé cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale, jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la libre disposition des associés.

Dissolution - Liquidation

Art. 15. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée des associés, qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition générale

Art. 16. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2015.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est estimé à EUR 1.250,-.

Souscription - Libération

Les mille (1.000) parts sociales de vingt euros (20,- EUR) chacune ont toutes été souscrites comme suit:

1 - Monsieur Arnaud STEHLY, préqualifié, cinquante parts sociales	50
2 - CHRYSALEAD – GROUP, préqualifiée, neuf cents parts sociales	900
3 - Monsieur Dominique PERESSONI, préqualifié, cinquante parts sociales	50
TOTAL: mille parts sociales	1000

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de vingt mille euros (20.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Assemblée Générale extraordinaire

Et à l'instant les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale, et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

1.- L'adresse du siège social est fixée à L-1631 Luxembourg, 15, rue Glesener.

2.- Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée:

- Monsieur Arnaud STEHLY, préqualifié, né le 11 janvier 1980 à Schiltigheim (France), demeurant à F-67202 Wolffisheim (France), 11, rue Neuve.

3.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: STEHLY, PERESSONI, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 07 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/21221. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 10 juillet 2015.

Référence de publication: 2015114067/113.

(150123544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

HF Cay Insight S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 40.831,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 187.879.

Les comptes annuels pour la période du 23 mai 2014 (date de constitution) au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Référence de publication: 2015114368/11.

(150123293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

German Care Services Enterprise S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 37, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 155.688.

In the year two thousand and fifteen, on the sixteenth of June.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

CENTRAL & EASTERN EUROPE CARE SERVICES HOLDING S.à r.l., established and having its registered office in L-8070 Bertrange, 37, rue du Puits Romain, inscribed in the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 155684,

here represented by Mr Christian DOSTERT, employee, with professional address in Luxembourg,

(the "Proxy-holder"), by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

This appearing person, represented as said before, has declared and requested the officiating notary to state:

- That the private limited liability company "German Care Services Enterprise S.à r.l.", (the "Company"), having its registered office in L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Registry, section B, under the number 155688, has been incorporated by deed of Me Joseph ELVINGER, then notary residing in Luxembourg, on September 16, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2370 of November 4, 2010 and whose articles of association have been amended for the last time by deed of Me Joseph ELVINGER, then notary residing in Luxembourg, on April 21, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1483 of July 6, 2011,

- That the appearing party is the sole current partner (the "Sole Partner") of the Company,

- That the registered office of the Sole Partner has been transferred to L-8070 Bertrange, 37, rue du Puits Romain, and-
That the Sole Partner has taken, through its proxy-holder, the following resolution:

Resolution

The Sole Partner decides to transfer the registered office of the Company from L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll, to L-8070 Bertrange, 37, rue du Puits Romain, and this with effect as at May 29, 2015 and to subsequently amend articles 2.1 and 2.3 of the Articles, in order to give them the following wording:

“ 2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Bertrange (Grand Duchy of Luxembourg).”

“ 2.3. However, the Sole Manager (as defined below), or in case of plurality of managers, the Board of Managers (as defined below) is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of the registered office.”

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately nine hundred Euros (EUR 900.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the Proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le seize juin;

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

CENTRAL & EASTERN EUROPE CARE SERVICES HOLDING S.à r.l., établie et ayant son siège social au 37, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 155684,

ici représentée par Monsieur Christian DOSTERT, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg,

(le "Mandataire"), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

- Que la société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "German Care Services Enterprise S.à r.l.", ayant son siège social à L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 155688 (la "Société"), a été constituée le 16 septembre 2010 suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, alors notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2370 du 4 novembre 2010, et que les statuts (les "Statuts") ont été modifiés pour la dernière fois le 21 avril 2011 suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, alors notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1483 du 6 juillet 2011;

- Que la partie comparante est la seule associée actuelle (l'"Associé Unique") de la Société

- Que le siège social de l'Associé Unique a été transféré à L-8070 Bertrange, 37, rue du Puits Romain, et

- Que l'Associé Unique a pris, par l'intermédiaire de son Mandataire, la résolution suivante:

Résolution

L'Associé Unique décide de transférer le siège social de la Société de L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll, à L-8070 Bertrange, 37, rue du Puits Romain, et ce avec effet au 29 mai 2015 et de modifier par conséquent les articles 2.1 et 2.3 des Statuts afin de leur donner la teneur suivante:

" 2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Bertrange (Grand-Duché de Luxembourg)."

" 2.3. Toutefois, le Gérant Unique (tel que défini ci-dessous) ou le Conseil de Gérance (tel que défini ci-dessous) est autorisé à transférer le siège de la Société à l'intérieur de la commune du siège social."

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de neuf cents euros (900,- EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 18 juin 2015. 2LAC/2015/13585. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Référence de publication: 2015113123/92.

(150121227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Rore S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 138.690.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2015.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2015114837/12.

(150123257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.